

VIE OUVRIERE

JUN-JUILLET 1985
186 / 2,50\$

PUNKS: TIRER LA SONNETTE D'ALARME

VACANCES: QUE FEREZ-VOUS AU TEMPS CHAUD?

ÊTES-VOUS UNE OBSÉDÉE DE LA MINCEUR?



Vie Ouvrière. Revue fondée en 1951, publiée en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO).

Directeur: Raymond Levac. **Conseil de direction:** Gilles Comeau, Luc Dion, Gilles Dubois, Diane Gariépy, Hélène Parenteau. **Secrétaire à la rédaction:** Martine D'Amours. **Comité de rédaction:** Luce Bédard, Hélène Charbonneau, Diane St-Germain, Jacques Boivin, Claude Hardy, Jean-Marc Lebeau, Jean Ménard. **Maquette, montage et comptabilité:** Yolande Hébert-Azar. **Couverture et graphisme:** Anne Brissette. **Photos Vie Ouvrière:** Martine D'Amours. **Secrétariat et abonnements:** Louise Bessette. **Membres des sous-comités Jeunes, Femmes, Eglise, International:** Ovide Bastien, Louise Bessette, Madeleine Bousquet, Suzanne Charbonneau, Dominique Cyr, Linda Denis, Marie-Hélène Deshais, Isabelle Drolet, GINETTE Duquette, Molly Kane, Denise Laroque, Danielle Lavigne, Luce Pelletier, Diane Perreault, Nathalie St-Pierre.

Imprimerie: Payette et Simms. **Photo-composition:** Tréma Enr. **Distribution:** Diffusion Parallèle, tél.: (514) 525-2511.

Références: Les articles de la revue Vie Ouvrière sont répertoriés dans le Répertoire analytique d'articles de revues du Québec (RADAR), de la Bibliothèque nationale du Québec. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec ISSN 0229-3803. Courrier de deuxième classe enregistrement no 0220.

Abonnement régulier: 15 \$/an, **de soutien:** 20 \$/an, 28 \$/2 ans à l'étranger 18 \$/an.

Revue Vie Ouvrière
1212 Panet, Montréal, Québec
H2L 2Y7
Tél.: (514) 523-5998

Ne manquez pas en août

- **Une entrevue**
Avec Linda, waitress dans une taverne
- **Un dossier**
Sur les droits et libertés au Canada
- **Des reportages**
 - les femmes et l'amour
 - le Brésil au sortir de la dictature
 - être jeunes et syndiqué-e-s
 - l'action politique populaire aux prochaines élections

■ Et notre bande dessinée

Pour ne rien manquer, il faut s'abonner

Abonnement régulier 15\$/ an Pour deux ans 28\$/ an
De soutien 20\$/ an À l'étranger 18\$/ an

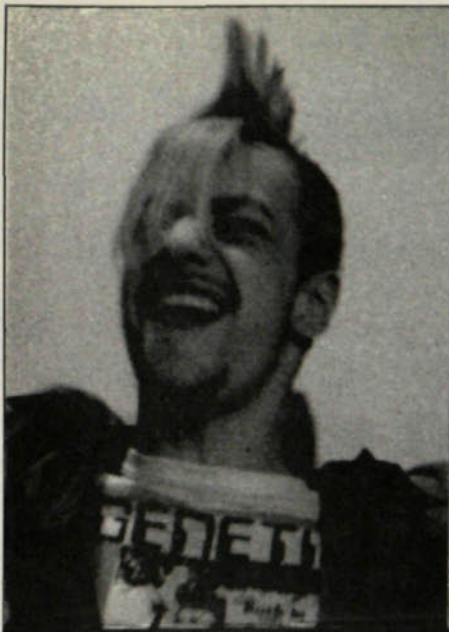
Nom

Adresse

..... Code postal

Nouvel abonnement à partir de janvier avril septembre

sommaire



5/ **Éditorial** — *Raymond Levac.*
Secteur public: un défi politique à relever.

6/ **Les punks: tirer sur la sonnette d'alarme** — *Martine D'Amours.* Entrevue avec trois jeunes punks. «Vous nous trouvez laids? disent-ils... la société aussi est laide, violente.» Leur désir: changer tout cela.

10/ **Êtes-vous une obsédée de la minceur?** — *Martine D'Amours.* Un nombre incalculable de femmes sont obsédées par leur poids. Des groupes dans des centres de femmes ont décidé de s'attaquer à la racine du problème.

12/ **La situation des jeunes: La JEC et la JOC enquêtent** — *Le comité jeune de Vie Ouvrière.* Les jeunes veulent que leur situation change.

14/ **Congrès de la CSN — S'orienter... avec le monde** — *Raymond Levac.* Un projet de société définie à travers des enjeux concrets.

23/ **Vie quotidienne: Ensemble pour le changement** — *Luce Bédard.* «Cette journée m'a donné le goût de continuer la lutte,» nous dit Richard.
Bande dessinée — *Vivian Labrie.* Le monde vu d'en bas. En vedette: Julie, Simon et Nathalie.

24/ **Les luttes qui changent la foi** — *Claude Hardy.* C'est à partir de la lutte que s'élabore une nouvelle spiritualité.

26/ **Les jeunes sont l'avenir du Tiers-Monde** — *Ginette Duquette, Raymond Levac.* Tout comme au Québec, le sentiment d'inutilité sociale des jeunes pousse à l'autodestruction. Félix Ollarves, de la JOC internationale, nous parle de l'implication des jeunes latino-américains comme lui.

28/ **Qu'y a-t-il en dessous de nos assiettes?** — *Paul Langelier.* Si ce qui est en dessous de nos assiettes était contrôlé par l'ensemble des agriculteurs et agricultrices et par l'ensemble de la population, peut-être qu'il y aurait quelque chose dans l'assiette de tout le monde...

30/ **La politique du Québec: le pire sans le meilleur?** — *Louis Favreau.* Nous nous retrouvons avec Mulroney à Ottawa et une crise politique profonde au sein du PQ. Que s'est-il passé? Qu'est-ce que ça risque d'impliquer pour les forces populaires?

32/ **Attention! Le patron de votre PME peut partir avec sa shop** — *Jean Forest.* Des travailleurs protégés par le code du travail, le comité paritaire, syndiqués et solidaires font du piquetage devant une usine vide. Leur patron s'est sauvé en Ontario avec sa shop.

15/ Dossier / Que ferez-vous au temps chaud?

Martine D'Amours. Balconville sera le lot de 50% des québécois. Là-dessus rien n'a changé depuis 10 ans. Pourtant, des «balconvilliens» ont décidé de s'organiser des vacances communautaires, accessibles financièrement et gérées collectivement.



Un mouvement qui naît: le MIDADE

Un nouveau mouvement a été fondé au Québec. Il s'agit d'un mouvement d'action pour améliorer et changer des situations que les enfants vivent dans leur quartier, leur école, leurs moments de loisirs. Avec leur amis, les autres enfants, ils essaient de rendre le monde meilleur, **leur** monde, en faisant quelque chose de très concret. Ça peut être, par exemple, une patinoire pour les ami-e-s de la ruelle, un bazar pour se faire des fonds, un reportage sur la vie des enfants dans les blocs (HLM).

Relié au Mouvement International d'Apostolat des Enfants (MIDADE), il se situe dans la ligne des mouvements d'action catholique.

Des équipes du MIDADE sont nées à Montréal, Joliette et Québec. Chaque équipe compte des accompagnateurs adultes qui apportent soutien et compréhension aux enfants. Ils ne cherchent pas à les emmener dans une structure, mais partagent avec eux leurs jeux, leurs discussions, leurs problèmes. Ils les aident à s'exprimer, à voir et à juger leur action collective ainsi qu'à dire leur foi.

Pour se développer, le MIDADE a besoin d'accompagnateurs et d'accompagnatrices prêts à s'engager avec les enfants, particulièrement à St-Malo et Cap-Rouge dans la région de Québec, dans Hochelaga-Maisonneuve à Montréal et à Joliette.

**Contacteur: Fikry Rizk, 9204 St-Hubert, Montréal, H2N 1X9 (514) 382-8727.
A Québec: Centrale des Mouvements - 525-6187**

Les évêques et l'Amérique Centrale

La commission épiscopale des affaires sociales de la Conférence des évêques catholiques du Canada a fait au gouvernement canadien une série de recommandations concernant l'Amérique Centrale.

Selon la commission, le Canada devrait réitérer publiquement son opposition à toute aide militaire aux diverses factions en conflit au **Salvador** et ne pas renouveler son aide bilatérale à ce pays sans y avoir au préalable examiné la situation des droits humains.

Le Canada devrait également réviser son programme d'aide bilatérale au **Honduras** et ré-allouer ces fonds en faveur de pays dont le développement est axé sur la satisfaction des besoins de la majorité. Il devrait également manifester qu'il n'est pas disposé à contribuer au rapatriement des réfugiés salvadoriens du Honduras vers leur pays d'origine.

La commission félicite le gouvernement pour la suspension de l'aide bilatérale au **Guatemala** et l'encourage à maintenir cette politique.

Enfin, le Canada doit maintenir une politique autonome à l'égard du projet de construction d'une société nouvelle au **Nicaragua**, augmenter son aide bilatérale à ce pays de même que les montants disponibles aux organisations non gouvernementales qui y financent des projets à la base. Le Canada doit aussi s'opposer à toutes formes d'interventions étrangères y inclus l'appui aux «contras» dans leur lutte contre le Nicaragua.

Erreur:

Dans le numéro paru en avril-mai, à la page 14, le texte — Les symposiums ne changent rien au «mode d'emploi» était de Johanne Léveillé et non de François Gloutnay.

Oubli:

La page couvertures du numéro de avril-mai a été conçue à partir d'une photo de Michel Blouin, Vox Populi.

SOLIDARITÉ POPULAIRE QUÉBEC

Devant les intentions du gouvernement fédéral de réviser les programmes d'aide à la famille, une coalition large s'est formée pour exiger le maintien et la consolidation de l'universalité des programmes sociaux. La coalition vise quatre objectifs:

1. Mettre un terme à la politique de coupures dans les programmes sociaux des gouvernements fédéral et québécois;

2. Revendiquer et promouvoir la consolidation, l'élargissement et la démocratisation des programmes sociaux;

3. Revendiquer et promouvoir une révision de la fiscalité permettant de contrer les inégalités croissantes et assurant un meilleur partage des richesses collectives;

4. Revendiquer et promouvoir la mise en place d'une politique économique centrée sur la création d'emplois répondant aux intérêts et besoins de l'ensemble de la population;

Tous les groupes syndicaux et populaires d'accord avec la plate-forme peuvent adhérer à cette coalition en communiquant avec **Solidarité populaire — Québec, 1601 DeLorimier, Montréal, Qc H2K 4M5.**

Ecrivez-nous

Communiquez vos opinions sur la revue ou sur des sujets d'actualité. Faites-nous des suggestions. Les lettres courtes (15 lignes) ont plus de chance d'être publiées telles quelles. Votre adresse et numéro de téléphone sont nécessaires.

éditorial

Secteur public: un défi politique à relever

RAYMOND LEVAC

Appuyé par les patrons du secteur public, le gouvernement a donc décidé de faire adopter son projet de loi sur la réforme du régime de négociation dans les secteurs publics et parapublics. Il aura réussi à faire l'unanimité contre lui de tous les syndicats impliqués, ce qui est rare par les temps qui courent.

Un contexte de crise

Le personnel des hôpitaux, des centres d'accueil et des écoles vit actuellement dans un profond climat de frustrations qui risque, à moyen terme, d'être explosif. On manque de personnel; il y a pénurie de matériel et de médicaments; on met la priorité sur la productivité et l'économie au détriment de l'attention aux personnes. La situation des salles d'urgence des hôpitaux apparaît pire que jamais. Cette situation entraîne une perte de motivation chez les professeur-e-s, les infirmières et les préposés au bénéficiaires.

Rien de cela n'est dû à l'action syndicale. Il s'agit bien du fruit des compressions budgétaires faites au détriment du bien-être des malades, des personnes âgées, des handicapé-e-s ou des enfants. Pourtant ce même gouvernement se présente comme le défenseur de ces bénéficiaires **contre** les syndicats qui s'opposent à ces compressions lors des négociations.

Le projet de la loi 37

Par sa loi, le gouvernement entend fixer la rémunération des employé-e-s du secteur public, à partir des recommandations d'un institut de recherche sur la rémunération. Cet institut comparera la rémunération des employé-e-s du secteur public à celle du privé. La méfiance syndicale vient du fait que, jusqu'ici ce genre de comparaison entre un secteur syndiqué et un secteur peu syndiqué a été une arme contre les syndiqué-e-s.

Cette méfiance est d'autant plus compréhensible que le gouvernement actuel n'est pas reconnu pour favoriser les non-syndiqué-e-s et les employé-e-s du privé. Le salaire minimum n'a pas augmenté depuis 1981. Rien n'a avancé dans le projet d'accréditation multipatronale qui aurait facilité la syndicalisation dans le privé. À Marine Industries, le gouvernement a refusé la revendication centrale de réduction du temps de travail et bloqué le règlement final à un conflit qui a trop duré.

C'est dans ce cadre que la loi 37 conserve aux syndicats du public un droit de grève tout symbolique, et encore, pour la première année seulement d'un contrat de trois ans. Elle y met en plus de telles conditions qu'il devrait y avoir souvent plus d'employé-e-s durant «ces grèves» qu'en temps normal les fins de semaine ou les mois d'été!

La position syndicale

Pour la coalition syndicale, loin d'être un pas vers une solution, cette loi risque de durcir les positions, c'est pourquoi elle propose certaines réformes au système actuel mais réclame

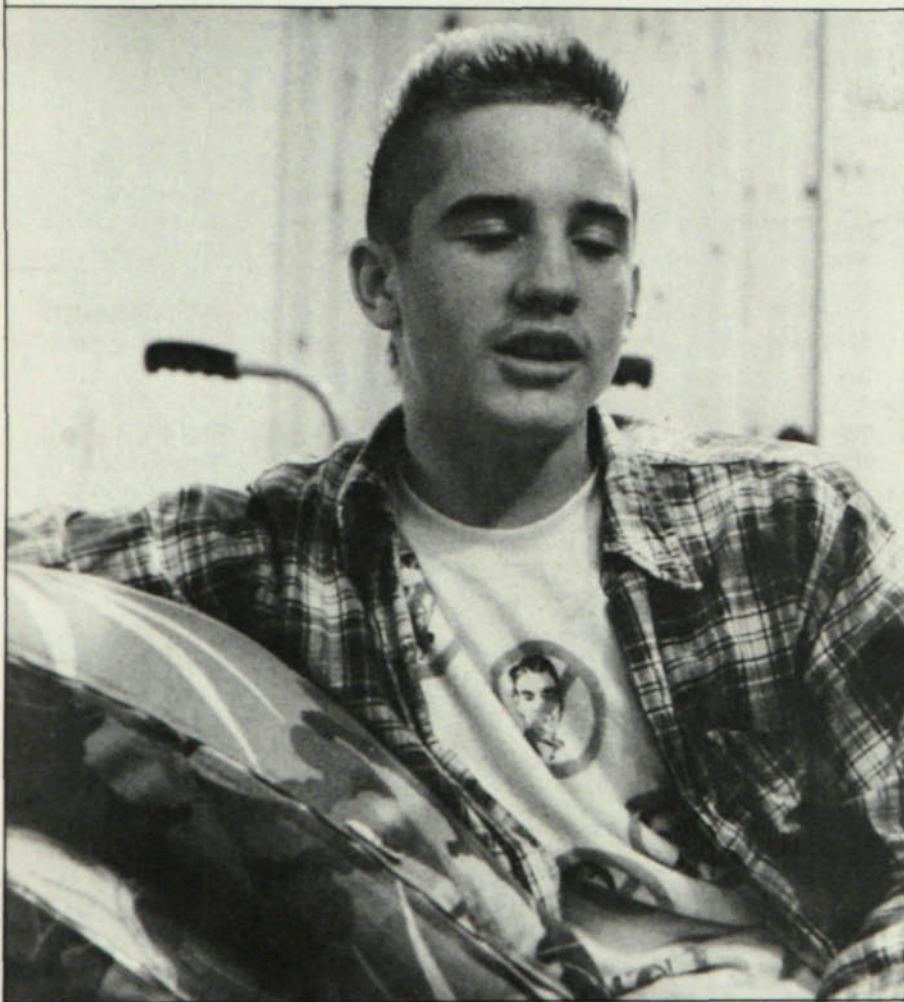
le maintien intégral du droit de grève pour conserver son rapport de force déjà amoindri. Conscient du peu de popularité de la grève auprès de la population et même parmi leurs propres membres, les syndicats proposent un code d'éthique sur les services essentiels qui globalement assurerait qu'on réponde aux besoins des patients et patientes, tout en maintenant le niveau de service qui existe durant les fins de semaine.

Cette proposition ne manque pas d'intérêt. N'arrive-t-elle pas cependant un peu tard? Elle aurait eu plus de crédibilité si elle n'était pas arrivée au moment où les syndicats ont le dos au mur. C'est cette crédibilité populaire perdue que les syndicats du secteur public doivent regagner. Ce sera long.

Ne faudrait-il pas manifester plus clairement que les intérêts des employé-e-s du secteur public et ceux des bénéficiaires de services ne sont pas toujours identiques? Ne faudrait-il pas investir davantage d'énergies et de ressources dans les revendications concernant l'amélioration des conditions des bénéficiaires de services même si elles ne sont pas liées à l'amélioration des conditions de travail des employé-e-s? En somme, ne faudrait-il pas de plus en plus développer davantage des connivences entre les employé-e-s et la population. Cette alliance sera plus nécessaire que jamais pour contrer l'action conjuguée des gouvernements et du patronat. Δ



Les punks: tirer la sonnette d'alarme



Martin, Eric et Stéphane ont respectivement 15, 15 et 16 ans. Cheveux en brosse ou en mohawk, vêtements troués et délavés, musique qui scande «fuck authority» et «no future», tout en eux crie l'urgence d'agir avant qu'il ne soit trop tard. «Vous nous trouvez laids? disent-ils... la société aussi est laide, violente, absurde au point de jouer à la roulette nucléaire sa propre survie...»

Leur bilan: il n'y a pas d'avenir dans la société des normes, dans la société du «cash». Leur désir: changer tout cela. Comment en provoquant, en faisant poser des questions, bref, en tirant la sonnette d'alarme.

Propos recueillis par Martine D'Amours

Martin: «Je pense qu'il faut éliminer les structures d'autorité. Les éliminer complètement parce que s'il reste un peu de pouvoir, ceux qui l'exercent vont en vouloir toujours davantage.»

Martine: Que signifie pour vous «être punk»? Pourquoi avez-vous décidé de devenir punk?

Stéphane: J'ai toujours voulu être différent. Avant j'étais freak puis, quand c'est devenu pas mal répandu, j'ai décidé d'être punk. Comme ça. Je savais pas ce que c'était; au début je pensais être punk mais je ne l'étais pas; j'étais même pas pseudo-punk. Ça fait seulement un an que je suis vraiment punk, avec la mentalité et tout.

Martine: Qu'est-ce que c'est un «pseudo-punk»?

Eric: Les pseudo-punk ou les baby-punk sont ceux qui pensent que c'est une mode, alors qu'en réalité, c'est un mouvement pour contester la société. Un pseudo-punk peut avoir l'apparence d'un punk, mais il ne l'est pas dans la tête.

Martine: Alors c'est quoi un vrai punk, avec la mentalité punk?

Eric: Être punk, c'est provoquer, choquer le monde pour qu'ils s'aperçoivent que la société a besoin d'être changée. Si on s'habille comme ça, c'est pour dire au monde: «vous trouvez qu'on est laids? on est à l'image de la société...»

Stéphane: On veut pas que le monde nous aime; on veut qu'ils soient dérangés; parce que s'ils nous aiment et nous acceptent, ils ne se poseront plus de questions. Alors si t'as des idées punk et que tu t'habilles pour être accepté, ça ne donne rien puisque ça ne posera pas de questions à personne.

Martin: Dans le milieu où sont mes parents, le milieu des groupes populaires, j'ai commencé à voir comment fonctionnait la société. Puis j'ai écouté une émission qui parlait de l'origine du mouvement punk. C'est parti en Angleterre, avec des jeunes défavorisés qui vivaient dans la rue et que tout le monde traitait de déchets de la société. Alors ils se sont dit: «Vous nous traitez de vidanges? on va s'habiller en vidanges; on va avoir l'air vraiment déchets». Quand j'ai vu cette émission, j'ai trouvé bon qu'un mouve-



Stéphane: «On veut pas que le monde nous aime; on veut qu'ils soient dérangés; parce que s'ils nous aiment et nous acceptent, ils ne se poseront plus de questions.»

ment comme celui des punks dise que la société est dégueulasse.

Martine: Mais le mouvement punk d'ici est différent du mouvement punk anglais?

Stéphane: Oui. En Angleterre, les punks vivent vraiment dans la rue; ils quêtent à longueur de journée; leur maison c'est la rue. Ici, la plupart des punks vivent chez leurs parents; ceux qui ont un local s'en servent surtout pour faire de la musique.

Martin: En réalité, c'est difficile ici d'être de vrais punks. Nous autres, on peut contester la société, on peut s'habiller pour provoquer le monde, mais on vit quand même dans des maisons. Chez nous, c'est le luxe. Mais c'est pas parce qu'on est d'une classe aisée qu'on ne peut pas ne pas aimer la société. On n'a pas le choix de

vivre dans ce système-là, puisqu'on est né dedans, mais je pense qu'on peut se servir du système pour le changer.

Martine: Et si on parlait justement de votre vision de la société...

Stéphane: Le capitalisme, c'est écoeurant. Ceux qui ont du cash s'en servent pour écraser les petits et, en les écrasant, ils font encore plus de cash.

Martin: Ils veulent tellement faire du cash qu'ils se foutent de tuer du monde; ils se foutent de polluer l'environnement, ils se foutent aussi de faire sauter la planète même si ça signifie leur propre destruction. Ils s'en foutent complètement en autant que, de leur vivant, ils puissent faire de l'argent.

Eric: Le pire, c'est que plein de jeunes embarquent là-dedans. Il ne leur vient même pas à l'esprit de contester. Pour eux, le pouvoir, c'est quelque chose de tout à fait naturel.

Martine: D'où vous vient cette prise de conscience?

Martin: Moi, ça vient de mes parents, des groupes dans lesquels ils militent et où je milite avec eux.

Eric: Quand j'ai entendu parler du mouvement punk, j'ai dit «ils ont les mêmes idées que moi». Puis je suis allé à mon premier show et j'ai trouvé ça super comme ambiance; ça m'a fait changer. Tu sais, entre punks, on est très unis. On vit un peu en anarchie; on s'entraide; on va payer pour quelqu'un qui est dans le trou.

Stéphane: Pas besoin d'être punk pour faire ça. La vraie définition de l'anarchie, celle du dictionnaire, c'est «pas de gouvernement». Mais je sais qu'avant d'en arriver là, il faut que je mène ma propre bataille. Peut-être que je ne suis pas un vrai anarchiste, mais j'essaie de faire ce que j'ai envie de faire quand j'en ai envie, tant que ça dérange pas les autres.

Martin: Quand on dit qu'on est pour l'anarchie, ça veut dire: aucune obligation, aucune loi définie par une autorité, seulement les limites définies par la nature et le respect des autres. Autrement dit, tu fais ce que tu veux et quand ça emmerde les autres, ils te le disent et t'arrêtent...

Martine: Votre objectif, c'est de faire poser des questions, de provoquer des réactions chez les gens. Comment réagissent-ils?

Eric: C'est là que tu vois l'influence de la société de consommation. La première question que les gens posent, c'est «qu'est-ce que tu mets dans tes cheveux?» ou «combien ça coûte une coupe comme ça?» Ils s'imaginent que ça coûte cher, alors qu'en réalité, on les fait nous-mêmes nos coupes de cheveux.

Martin: Ou encore, on se fait demander: «qu'est-ce que ta mère en pen-



Eric: «C'est vrai que les paroles de nos chansons sont radicales, qu'elles dénoncent la société. C'est vrai que nos habillements expriment le rejet. Mais nous on n'est pas violents.»

se?» et «as-tu le droit de porter des affaires de même?» Toujours des questions reliées à l'argent et à l'autorité; très peu sur ce qu'on pense et sur pourquoi on fait ça.

Martine: Vous parlez d'anarchie, d'abolir l'autorité, le pouvoir. Pourtant vous êtes quand même obligés de fonctionner dans le système, à l'école par exemple. Comment ça se passe?

Eric: Pourquoi je suis à l'école? Je sais pas. Je fous rien. C'est pas que je veux rien apprendre, c'est qu'ils veulent

nous faire apprendre en se servant de l'autorité, en nous faisant marcher sur la peur. C'est comme quand j'étais petit: «si t'es pas sage, tu vas rester en retenue...» De toute façon, je suis à l'école seulement de corps; ma vie à moi, c'est le soir et les fins de semaine.

Stéphane: Je me suis fait mettre dehors de l'école à cause de ma tenue vestimentaire. Au début, le directeur tolérait mes jeans délavés et mon linge troué, puis quand d'autres ont commencé à m'imiter, il a décidé de mettre fin à ça. Moi, je ne voulais pas

changer d'habillement; j'ai été mis de hors.

Martine: Comment vous vous comportez avec les autres jeunes, ceux qui ne sont pas punks?

Eric: Souvent, ça vaut pas la peine de faire quelque chose avec les autres. Ils sont trop bornés. Ils pensent que je fais ça pour le «fashion», pour la mode.

Martin: Il y a toutes sortes de monde à l'école. Certains combattent le système à leur manière, d'autres n'imaginent même pas qu'ils pourraient sortir du moule, de la consommation, de la compétition. Moi j'essaie de leur dire que plus tu compétitionnes, plus tu te détruis.

Martine: Vous dites qu'on doit changer la société. Mais quels seraient les moyens de la changer?

Martin: C'est dur à dire, c'est quelque chose à long terme. Je pense qu'il faudrait éliminer les structures d'autorité. Les éliminer complètement parce que s'il reste un peu de pouvoir, ceux qui l'exercent vont en vouloir toujours davantage.

Stéphane: On participe à des actions, comme la manif contre la venue de Reagan et l'autre contre la visite du Pape.

Martine: Que pensez-vous des mouvements revendicateurs, comme le mouvement syndical, le mouvement populaire, féministe, le mouvement pour la paix? Eux aussi proposent un changement de société.

Martin: Je suis pour, mais je n'y participe pas parce qu'ils ne changent pas la société comme je voudrais. Ces mouvements-là veulent que le pouvoir soit mieux exercé, alors que moi je ne veux pas de pouvoir du tout. Ça ne m'empêche pas de les appuyer dans des choses précises, comme la manif contre Reagan. Disons juste que le mouvement punk est plus radical; il veut tout détruire et tout reconstruire.

Martine: Il ne manque pas de gens pour dire que les punks sont vio-

lents. Qu'en pensez-vous? Vous considérez-vous violents?

Martin: Il y a plusieurs courants dans le mouvement punk. Certains sont ultra-pacifistes alors que d'autres sont ultra-violents. Ceux-là disent qu'il faut combattre le feu par le feu, autrement dit que la violence est le seul moyen de combattre une société violente. Mais il est faux de penser que tous les punks sont violents. Pour ce qui nous concerne, je dirais qu'on a des actions plus radicales, mais pas qu'on est violents.

Eric: Nos habillements sont violents. Ils expriment le rejet.

Martin: S'habiller comme ça, c'est un peu comme porter à longueur de journée une pancarte qui dirait: «la société est violente, change-la!»

Eric: C'est vrai que la musique hard core peut sembler violente. Je dirais plutôt que le «beat» est rapide et que les paroles sont radicales. Elles parlent de nos idées: elles dénoncent la société.

Martine: J'avoue que j'ai de la misère à avaler une de vos chansons qui répète sans arrêt «sex and violence»...

Eric: C'est justement pour rire de ceux qui vivent de sexe et de violence... C'est comme la porno, qui utilise le sexe pour faire du cash. Un autre exemple, c'est notre façon de danser. Il y en a qui disent que le «slam» est violent, parce que c'est une danse où on se rentre les uns dans les autres. Pour moi, ce n'est pas violent; c'est un jeu, un défoulement. On passe notre agressivité comme ça. Mais on ne «slamme» pas pour se détruire; la preuve c'est que quand quelqu'un tombe à terre, on le ramasse.

Martine: Vous dites que la société n'a pas d'avenir; «no future». Mais le mouvement punk en a-t-il un? Vous disiez vous-mêmes tantôt que plusieurs l'utilisaient seulement comme une mode.

Stéphane: C'est vrai que la mode récupère nos idées pour se faire du

cash. Quand on a commencé à porter une couette, tout le monde trouvait ça choquant. Maintenant, même des adultes en ont.

Martin: C'est rendu qu'en Angleterre, où le mouvement a commencé, les commerces vendent très cher des chandails déchirés et décousus d'avance. C'est complètement débile; c'est un exemple de la société de consommation qu'on veut combattre.

Eric: Cette récupération, ça m'écoeure, c'est certain. Mais quand la mode copie nos idées, moi je change, je trouve autre chose pour montrer ma contestation. △

L'Être Humain

**L'Être Humain
Cette machine si complexe
Est bien mal en point
Dans ce nouveau contexte**

**Contexte de guerre
De famine et de peur
Il vole dans une ère
Où il trouvera cette supposée
lueur**

**Lueur qu'il cherche en vain
A chaque journée de sa vie
Il ne la trouvera point
Malgré son envie**

**Envie de vivre et d'aimer
Il est prêt à tout faire
Même à renier
Ses amis et ses frères**

**L'Humain s'invente des Dieux
Pour terroriser leurs questions
Mais peu à peu
Il en fera sa religion**

**L'Humain regresse dans la pro-
grès
Mais est-ce vraiment l'avenir
Si la paix
N'est que satire**

Eric Maynard

Êtes-vous une «obsédée de la minceur?»

Propos recueillis par Martine D'Amours

Un bel après-midi de la fin mai, Françoise sort son linge d'été des tiroirs. La séance d'essayage, ponctuée de soupirs, se termine par la traditionnelle résolution: «Demain, je me mets au régime!»

Françoise fait peut-être partie des 40% de nord-américains qui souffrent d'obésité. Mais peut-être aussi appartient-elle simplement au nombre incalculable de femmes qui, à tort ou à raison, sont obsédées par leur poids. Une obsession douloureuse, à laquelle les régimes et les exhortations à bien manger n'apportent pas de réponse durable dans 97% des cas. Dans la dernière année, surtout dans les centres de femmes, des groupes se sont mis sur pied avec la volonté de s'attaquer aux racines du problème: «quel est le rapport des femmes à la nourriture? à quoi associent-elles l'idéal de minceur? pourquoi veulent-elles maigrir? Danièle Lamoureux nous a parlé de la démarche de ces groupes.

RVO: Danièle, comment se pose le problème de l'obésité, particulièrement chez les femmes?

DL: Disons tout de suite que la moitié de la population québécoise fait de l'embonpoint avancé ou de l'obésité*. En 1974, 43% des femmes de milieux populaires accusaient un poids d'un quart plus élevé que la normale, contre 16% pour les hommes. Chez les femmes de 45 ans et plus, la proportion passe à 54%.

Le problème vient en partie du fait qu'en Amérique du Nord, nous avons une alimentation trop riche en viande et en pâtes, liée à un mode de vie sédentaire. Dans les milieux populaires particulièrement, la difficulté est grande d'équilibrer à la fois son alimentation et son budget.

Mais il y a aussi le fait, trop souvent négligé, qu'en société d'abondance, on mange pour toutes sortes d'autres motifs que pour calmer la faim. On mange parce qu'on s'ennuie, on mange pour «passer» sa colère ou son

angoisse, on mange pour se récompenser.

Qu'elles soient obèses ou non, les personnes qui mangent de façon incontrôlée ont ceci de commun qu'elles ont perdu le contact avec les signes physiologiques de la faim et du contentement.

RVO: Elles mangent comme d'autres fument ou boivent de l'alcool, sans aucun rapport avec leurs besoins...

DL: C'est ça. Le malheur, c'est qu'on peut cesser de fumer ou de boire, mais qu'on ne peut pas cesser de s'alimenter. Les femmes aux prises avec ce problème le vivent parfois de façon très douloureuse. Elles se pèsent au lever, mangent en cachette et de façon stressée parce qu'elles se sentent coupables, passent leur vie en régimes et sont convaincues qu'elles deviendront énormes si elles mangent ce qu'elles aiment. La nourriture est devenue une ennemie.

RVO: Dans les groupes, vous proposez en premier lieu d'examiner la signification de la nourriture dans la vie des femmes. En quoi les femmes ont-elles un rapport à la nourriture différent de celui des hommes?

DL: Dans son livre **Maigrir sans obsession**, Susie Orbach explique comment la division sexuelle des rôles confine les femmes aux modèles les moins valorisants, les moins «nourissants». Elles combrent souvent le vide et la frustration en mangeant. Plusieurs maigrissent quand elles commencent à travailler à l'extérieur, où elles sont à la fois plus actives et plus valorisées.

À l'intérieur du foyer, les femmes ont un rôle nourricier, au sens physique et moral. Elles sont responsables de l'alimentation de la famille et leur capacité à bien remplir cette tâche leur procure une valorisation. La publicité, les magazines, les émissions incitent souvent les femmes à exprimer leur personnalité à travers la nourriture. À exprimer leurs sentiments aussi: «t'est contente de ton enfant, tu lui fais un bon dessert»...

Ajoute à cela le contexte où, pour survivre socialement sinon financièrement, une femme doit avoir un homme dans sa vie, d'où l'attention portée à la nourriture et au corps. Alors que certaines s'efforceront de rencontrer les standards de minceur pour plaire à leur homme, d'autres au contraire fuiront ces modèles qui les ravalent au rang d'objet sexuel. Dans les groupes, des femmes disent se sentir plus respectées par les hommes quand elles sont grosses, alors qu'elles se sentiraient considérées seulement pour leur sex-appeal si elles étaient minces.

SUPER DIÉTES

Vol. 1 no. 1 2,75\$

CONCOURS

DIETE DOLLARS
KILOFREINE

COMMENT PERDRE
RAPIDEMENT DU
POIDS

LA CLINIQUE
MAYO

DIETE POUR LE
3^e AGE

20 REGIMES
CELEBRES
ECHEC
A LA
CELLULITE

VIE OUVRIERE

Aussi, nous pensons que c'est absurde de ramener le problème de poids à une question de calories, alors qu'à l'origine, c'est une question de position sociale. Dans les groupes sur l'obsession de la minceur, nous disons clairement que l'objectif premier n'est pas de maigrir. La démarche vise d'abord à ce que les femmes comprennent pourquoi et comment elles mangent, qu'elles distinguent entre la faim physique et la faim émotive, et secondairement à permettre une perte de poids pour celles qui maintiennent cet objectif au travers de la réflexion.

RVO: Tu disais tantôt que les «obsédées de la minceur» ne sont pas toutes obèses...

DL: Susie Orbach parle de quatre catégories de femmes. Il y a d'abord celles qui sont grosses depuis plusieurs années. Elles se sentent grosses même

si elles exagèrent souvent leur poids. Elles ne sont pas conscientes de ce qu'elles mangent et ne pensent pas qu'elles arriveraient à perdre du poids.

D'autre femmes, et c'est là le groupe le plus nombreux, oscillent de poids constamment. Elles suivent régulièrement des régimes qu'elles trichent.

Viennent ensuite les «boulimiques», celles qui, avec un poids dans la moyenne, mangent parfois frénétiquement, pour se faire vomir ensuite. Elles parlent difficilement de leur problème, par peur de perdre le contrôle ou de devoir changer leurs habitudes. Elles sont convaincues que vomir constitue la seule façon de rester minces.

Il y a enfin les anorexiques, celles qui évitent de manger. Pour elles, 70 livres, c'est encore trop. Elles perdent quelquefois le contrôle, mangent puis se font vomir. Elles parlent difficilement de leur problème.

Toutes ces femmes ont une chose en commun: elles sont convaincues que tout irait mieux dans leur vie si seulement elles étaient minces!

RVO: Comment procédez-vous concrètement dans les groupes?

DL: Je tiens à dire que la démarche peut se faire seule, à deux ou en groupe. L'important, c'est de mettre fin aux interdits, en d'autres mots de se permettre de manger ce qu'on aime, en y prenant plaisir. Ensuite, on s'efforce d'observer notre rapport à la nourriture: que mangeons-nous, dans quelles circonstances, pour quels motifs? La méthode d'Orbach propose toutes sortes de moyens qui permettent d'identifier les images que nous associons à la grosseur et à la minceur, de prendre conscience des habitudes prises dans l'enfance et des émotions qui nous habitent quand nous mangeons trop. Au bout du compte, toutes les femmes ne perdent pas du poids, mais toutes ont une plus grande estime d'elles-mêmes, une vision plus réaliste de leur corps et du poids auquel elles se sentent bien, ainsi qu'un entraînement à exprimer leurs besoins et sentiments autrement qu'en mangeant.

RVO: Voici un an et demi qu'est démarré le premier groupe sur l'obsession de la minceur; il en existe huit maintenant. Quels sont vos projets?

DL: Beaucoup de choses: une brochure de vulgarisation, une pièce de théâtre mise sur vidéo, une session de formation pour les intervenantes des centres de femmes qui seraient intéressées à partir un tel groupe. Nous voulons faire connaître cette approche. Nous voulons aussi intervenir publiquement pour dénoncer cet idéal de minceur qui constitue une autre forme de violence faite aux femmes, en les dévalorisant, les culpabilisant, les diabolisant. Δ

* Est considérée comme obèse une personne dont le poids est de 15 à 20% supérieur à la normale.

Situation des jeunes

JEC et JOC enquêtent

Le comité jeunes de Vie Ouvrière



- Le soutien dans l'élaboration du projet venait surtout... des étudiant-e-s: 46,5%
- des animateurs-trices de pastorale: 30,3%
- des profs: 22,7%

On contrôle leur temps

- 86,8% des répondant-e-s n'ont pas de période libre prévue dans leur horaire
- 95% ont deux ou moins de deux périodes d'étude par semaine
- 55,8% ont six cours par jour (la majorité des cours durent 50 minutes)
- 69,8% ont de 1 à 5 minutes entre chaque cours, alors que 29,7% ont de 6 à 15 minutes.

Les étudiants du secondaire s'impliquent-ils à l'école? Si oui, où? Si non, pourquoi? Pour le savoir, la Jeunesse étudiante chrétienne, la JEC, a fait enquête. Les 1281 questionnaires remplis par des étudiant-e-s de 36 écoles secondaires révèlent que:

C'est difficile de mener un projet à terme

- 37,6% des répondant-e-s ont déjà monté un projet, un projet collectif dans 94,8% des cas.
- Dans ces expériences, les principales difficultés rencontrées sont... les permissions difficiles à obtenir ou refusées: 37,5%
- les problèmes de fonctionnement d'équipe: 13,3%
- pas de participation étudiante: 13%



Les organisations étudiantes ne mènent pas de luttes

- 85% des écoles touchées ont un conseil étudiant, 76% un journal et 65% une radio. Cependant 9% des répondant-e-s ignoraient l'existence de ces organisations.
- Selon les répondant-e-s, le rôle d'un conseil étudiant est d'abord d'**organiser des activités** (à 37,5%), puis de représenter les étudiants auprès de la direction (à 29,5%). 57,4% croient que le journal doit d'abord **informer sur ce qui se passe dans l'école** alors que 70,9% attribuent à la radio le rôle premier de **distraindre**.
- Sur certains sujets, les membres du conseil étudiant se considèrent plus consultés que l'ensemble des étudiant-e-s. Sur d'autres (comme les règlements), les uns et les autres se sont sentis consultés dans 40% des cas.

Es-tu consulté sur:	Ensemble des étudiant-e-s	Conseil étudiant
- Choix des activités	59,2% oui	82,4% oui
- Le coût des activités	40,9% oui	65,6% oui
- Le moment de l'année	49,2% oui	67,4% oui
- Divers règlements	45,8% oui	52,2% oui
- Changements apportés aux règlements	40,1%	44,4%

De mars 1984 à mars '85, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) a elle aussi mené une enquête pour mieux cerner les réalités de la jeunesse travailleuse avec ou sans-emploi. Rejoints dans les brasseries, les parcs les écoles et les milieux de travail, 828 jeunes - dont 528 sans emploi et 300 avec emploi - y ont répondu. Les résultats que voici expliquent pourquoi 80% des répondant-e-s souhaitent que leur situation change.

La formation professionnelle ne garantit pas un emploi

- 49% des jeunes avec emploi ont abandonné l'école, soit parce qu'elle ne répondait pas à leurs besoins, tant au niveau de la formation qu'à ceux de la pédagogie et des structures, soit parce qu'ils voulaient ou devaient travailler.
- 48% ont une formation professionnelle. De ceux-là, 43% n'ont jamais travaillé dans leur domaine et 57% y ont travaillé, souvent de façon temporaire, sur des projets par exemple.

La moitié seulement travaillent à temps plein

- 52% des jeunes en emploi travaillent à temps plein; 56% disent ne pas avoir de sécurité d'emploi et 76% ne sont pas syndiqués.
- 93% des filles en emploi travaillent dans des secteurs traditionnels.

Une job n'assure pas nécessairement l'autonomie financière

- 57% des jeunes avec emploi ont un salaire de 6 \$/l'heure ou moins et 40% ont un revenu inférieur à 500 \$ par mois.
- On comprend alors pourquoi 43 % demeurent chez leurs parents et 36% s'endettent pour des biens utiles.



Sans emploi: derniers entrés, premiers mis à pied

- 60% des sans-emploi interrogés ont abandonné l'école pour les mêmes raisons que ceux avec emploi.
- 53% ne sont pas demeurés plus d'un an à leur emploi. En période de chômage, les employeurs peuvent se permettre d'être sélectifs.
- 46% ont perdu leur emploi à la suite de mises à pied ou de contrat terminé. 16% ont abandonné à la suite de harcèlement. Seulement 7,5% ont été congédiés.
- 78% des sans emploi rejoints disposent d'un revenu de 0 à 5.00 \$ par mois. Pour la moitié d'entre eux, le revenu est inférieur à 200 \$/ mois. 35% s'endettent et 52% n'arrivent pas à payer leurs dettes.

Les gouvernements sont peu préoccupés de l'emploi des jeunes

- 67% des jeunes avec ou sans emploi sont d'accord avec la revendication de la parité de l'aide sociale.
- 80% disent que les gouvernements ne sont pas préoccupés de créer de l'emploi pour les jeunes. Δ

Congrès de la CSN s'orienter... avec le monde

Raymond Levac

C'est à travers des enjeux concrets qui débordent les seuls intérêts des syndiqué-e-s que la CSN a précisé son projet de société lors du congrès d'orientation tenu en mars dernier. Elle a, de plus, décidé de prioriser la question de l'action politique et de l'organisation politique. Enfin, elle commence à considérer l'importance d'un nouveau type de militantisme syndical.

Avec le monde

Le thème du congrès, «Avec le monde», manifestait bien cette prise de conscience des critiques sévères portées sur le monde syndical par une partie importante de la population.

Les congressistes se sont donc attardés à préciser les batailles sociales à venir. C'est d'abord celle de l'emploi qui a retenu leur attention.

Le partage et la création d'emploi passent par l'intensification de la lutte pour la réduction du temps de travail et par de vigoureuses mesures de redressement pour l'accès des femmes au marché du travail. Mais la bataille de l'emploi signifierait peut-être aussi — et ce sont des questions débattues sur le plancher du congrès — l'élimination du double emploi et du temps supplémentaire ainsi que la promotion d'emplois socialement utiles (on pense ici à la reconversion de la production militaire).

La CSN se préoccupe également de l'accès des jeunes à l'emploi et à la syndicalisation en faisant un effort particulier du côté des emplois précaires et à temps partiel où ils sont concentrés. De ce point de vue, la CSN dénonce les conditions de travail imposées dans les programmes gouvernementaux et revendique une re-



fonte des programmes de soutien à l'emploi et la parité des prestations d'aide sociale pour les jeunes de moins de 30 ans.

Enfin, le congrès a adopté une série de mesures visant à préserver chez les membres un équilibre entre vie militante et vie personnelle. Il s'agit là du résultat des revendications portées principalement par les comités de condition féminine.

L'action politique

C'est sûrement la question de l'organisation politique qui a le plus porté à débat durant ce congrès. Il s'agissait pratiquement d'un sujet tabou depuis quelques années. On se sentait «trahi» par le PQ et on se relevait à peine des longs débats théoriques et épuisants menés par les groupes m-l. Par ailleurs, le vide politique à gauche et la nécessité de déboucher sur une organisation politique qui porte nos intérêts étaient vivement ressentis.

Tout en réaffirmant l'autonomie de la CSN par rapport à toute organisation politique, les congressistes ont décidé qu'un débat s'entreprendrait sur ce thème dans toutes les instances du mouvement et que des recommandations concrètes seraient soumises au congrès régulier de 1986.

Le public et le privé

Le débat sur le régime de négociations dans le secteur public et parapublic a manifesté un rapprochement assez spectaculaire entre le secteur privé et le secteur public à la CSN. Les représentants du secteur privé ont tous mis l'accent sur l'importance d'appuyer les travailleuses et travailleurs du secteur public dans leurs luttes. Ils n'ont pas manqué de faire remarquer que l'écrasement de ces derniers avait servi de prétexte au patronat pour faire reculer les conditions de travail dans le secteur privé.

La CSN sort unifiée de ce congrès. Reste à savoir si les employé-e-s du secteur public sauront reconnaître que les intérêts des usagères et des usagers des services de santé et des services sociaux ne s'identifient pas toujours aux intérêts immédiats des travailleuses et travailleurs de ces institutions. Etre «avec le monde», comme le rappelait une intervenante d'un comité de condition féminine, c'est se mettre du point de vue des usagères des services. C'est à cette condition que les syndicats peuvent espérer gagner leur lutte mais, ajoutait-elle, c'est aussi la seule garantie que ces luttes préparent un monde nouveau. Δ



Que ferez-vous au temps chaud?

Les vacances... Il y a ceux qui en ont et ceux qui n'en ont pas. Il y a ceux qui partent et il y a ceux qui restent. Cette année encore, Balconville sera le lot de 50% des Québécois. Et là-dessus, rien n'a changé depuis 10 ans.

Rien, sinon pour ceux et celles qui, ayant pourtant toutes les caractéristiques des «balconvilliens», ont décidé de s'organiser des vacances communautaires, accessibles financièrement et gérées collectivement. Tourisme social, qu'on appelle ça. Les vacances, un droit de plus à conquérir. Un autre secteur de nos vies à organiser plutôt qu'à se faire organiser.

Conception et réalisation: **Martine D'Amours**

Photos de vacances

Si les vacances sont considérées comme quatre journées consécutives consacrées à des activités libres de son choix, alors 34% des Québécois et Québécoises n'en ont pas. On les retrouve surtout parmi les sans-emploi, les femmes à la maison, les personnes à la retraite et, dans une moindre mesure, chez les étudiants. Autrement dit, les vacances, ça existe pour les travailleurs salariés, enfin, pour ceux qui ne sont ni à contrat, ni à la pièce, ni à leur compte. Pour les autres, cherchez toujours...

Selon l'enquête de Marc Laplante*, la majorité des non-vacanciers n'ont pas pris de vacances depuis plusieurs années, la question financière constituant un obstacle pour 46% d'entre eux.

À ce 34% de non-vacanciers s'ajoute un 15,4% de la population qui passe ses vacances à la maison. Les raisons sont multiples: contraintes imposées par son travail ou par celui du conjoint, par les vacances scolaires, par les ressources financières etc.



Pointe St. Charles,
le 2 juillet 1985

Encore, cette année,
mario a eu le choix
de prendre ses vacances au
mois de mai ou au mois de
septembre. Évidemment qu'on
peut pas parler, à cause de
l'école des enfants. Ça se peut
qu'on aille une couple de fins
de semaine au chalet de ma belle-
mère; c'est pas long, deux jours.
Tu viendras me voir cet été; on
fera du trottoir pis de la cour
ensemble!

Monique

Au total, et de façon constante depuis 10 ans, la moitié des Québécois ne partent pas en vacances.

Parmi l'autre moitié qui part, une majorité (les 2/3) de gens se fixent à un endroit et y restent pendant toute la durée de leur séjour. Dans un chalet par exemple (on en compte environ 200 000 au Québec), chez des parents et amis ou en camping. Les moins fortunés choisissent (?) souvent de séjourner chez des parents et amis. D'autres, pas assez riches pour se payer un chalet mais plus en moyens que les précédents, établissent leur roulotte ou leur tente dans un camping pour toute la durée de leurs vacances.

DES VACANCES? TOUTE
SEULE AVEC MON PETIT
DE 4 ANS, JE PENSE
PAS QUE J'EN AIE, NON...
QU'EST-CE QU'ON FAIT.
TOUT L'ÉTÉ À MONTRÉAL?
BEN, ON VA AU PARC DU
COÏN... NON, PAS LE PARC
LAFONTAINE, C'EST TROP
LOIN. J'EMMÈNE AUSSI
LE PETIT À LA PISCINE,
AU BASEBALL... DES
FOIS À LA RONDE...



Annie, 6ième année B
Composition: mes vacances

L'été, pour les vacances, on va toujours
chez ma tante en Gaspésie. Ce que
j'ai le plus aimé, c'est aller à la pêche
avec mes cousins.



VIE OUVRIÈRE



OFFICE NATIONAL DU FILM

Chère Julie,

On est installés au camping pour tout l'été. Ça fait trois ans qu'on vient ici. Mon père aime ça parce qu'il connaît tout le monde. Ma mère aime ça parce qu'elle a tout ce qui lui faut pour faire à manger et puis parce qu'il y a des activités organisées pour nous autres. Moi, j'aime ça parce qu'il y a dans le camping un restaurant où on peut acheter des patates frites. Quand mon père va avoir fini ses vacances, on va rester ici quand même et il va venir nous rejoindre à tous les soirs.

À bientôt, Pierre

Hollingsworth, 18 novembre 82
 Salut vous autres!
 Avec mes amis Hilary, on est allés à Los Angeles le lundi. Les débuts de jeunesse étaient parfaits. Alors on a des vacances dehors. C'est spécial, la Cali. On a rencontré plein de Québécois. On s'organise très bien le camping et quand on est fatigués de l'été, on prend un motel.
 Isabelle

Les Tremblay
 22, Les Rives
 Québec
 Canada



SCOTT WOOD PHOTO

Bref, la majorité des partants vont vers des lieux et des gens connus. Ils restent souvent dans leur région et, quand ils quittent le Québec, c'est surtout pour la côte-est américaine. Leurs activités préférées: le sport, le plein air, la plage.

Les autres partants, soit environ le tiers, sont des touristes itinérants. Ils se déplacent d'un endroit à l'autre, cherchant à connaître d'autres milieux et d'autres gens. Ils sont souvent plus jeunes que la moyenne, plus scolarisés, ont moins d'enfants. Pas nécessairement plus riches que la catégorie précédente, ils consacrent cependant une plus grande part de leur budget aux vacances.

Ils sont plus nombreux que les autres à être allés dans les provinces canadiennes et en-dehors de l'Amérique du Nord. Leurs activités préférées: les fêtes, les visites touristiques, les spectacles, la photographie.

* Marc Laplante, assisté de Jacques Luneau et Louise Trottier, **Gens qui partent et gens qui restent. Les grandes vacances au Québec.** Département d'études urbaines de l'UQAM. 1983

Modèles de vacances des Québécois, 1982

- 34% n'ont pas eu de vacances
- 15,4% ont pris des vacances à la maison
- 6,9% sont partis au Québec, dans leur région
- 23,8% sont partis ailleurs au Québec
- 3,2% sont allés en Ontario
- 1,7% dans les Maritimes
- 0,4% ailleurs au Canada
- 5,1% sont allés en Floride
- 4,3% sur la côte est américaine
- 1,3% ailleurs aux États-Unis
- 2,1% sont partis en Europe
- 1,5% sont allés au Mexique ou dans les Caraïbes
- 0,1% sont allés ailleurs dans le monde

Tiré de **Gens qui partent et gens qui restent.** Enquête de Marc Laplante et als, 1983.

Maintenant, on part...

L'expérience des camps familiaux



Les familles qui fréquentent les camps familiaux auraient toutes les caractéristiques des non-vacanciers: elles disposent d'un faible revenu, sont souvent monoparentales et sans moyen de transport autonome. La différence, c'est qu'en se regroupant et en ne comptant plus les heures travaillées bénévolement, elles ont réussi à s'offrir un minimum de repos et de plein air.

Le Mouvement québécois des camps familiaux, c'est 45 groupes membres dont 18 possèdent leur propre site de vacances. C'est aussi 7 000 familles qui partent en vacances chaque été. C'est enfin un mouvement populaire qui revendique **le droit aux vacances pour tous et toutes** dans une optique de prise en charge collective, d'amélioration de la qualité de vie et d'alternative à la consommation.

La moins coûteuse des ressources-vacances

Dans les années '40 et '50, la Ligue ouvrière catholique (LOC, ancêtre du MTC actuel) organisait des camps de vacances pour les familles ouvrières. Perdue vers la fin des années '50, la tradition renaîtra une décennie plus tard, avec les camps familiaux.

Avec un coût moyen approximatif de 12 \$ par jour par personne (incluant la nourriture), ils demeurent la ressource de vacances la moins coûteuse et la plus appréciée par les gens de milieux populaires, d'après une enquête réalisée en 1983.

Enfin, maman a des vacances!

La formule est jugée particulièrement avantageuse par les femmes chefs de famille monoparentale. Le transport est fourni; il y a des moniteurs pour s'occuper des enfants et plusieurs tâches domestiques sont soit prises en charge par l'organisation (par exemple, les repas), soit partagées. De plus, ajoute Johanne Lemieux du camp familial René Goupil, «souvent les femmes chefs de famille aiment pouvoir se retrouver avec d'autres adultes, d'autres femmes qui partagent la même condition.»

Question de goût ou question de moyens?

Si elles en avaient les moyens, les familles à faible revenu s'offriraient-elles des vacances ailleurs qu'au camp familial? Autrement dit, à elle seule, l'expérience communautaire et de prise en charge en vaut-elle la peine?

Michel Gendron admet que les vacanciers du camp René Goupil viennent d'abord pour le prix et parce qu'ils n'ont pas d'autres ressources. «Dans un quartier comme St-Michel, où il y a un fort roulement de population, les gens ne développent pas un sentiment d'appartenance. Ils sont ici «de passage», en attendant de trouver un meilleur quartier. Alors, ils ne viennent pas d'abord pour l'aspect collectif et pour la prise en charge; on doit les inciter et les éduquer à cela.»

Par ailleurs, dans les quartiers où la tradition de lutte populaire est plus longue et le sentiment d'appartenance plus développé, la clientèle des camps se recrute beaucoup parmi le membership des groupes populaires. «Dans Hochelaga-Maisonneuve, précise Françoise Marcellin, quatre ou cinq groupes envoient des familles en vacance. Je dirais que le 40% des familles qui retournent au camp d'année en année n'y vont pas seulement pour le prix, mais pour la vie communautaire, le partage, les valeurs. Cela ne signifie pas que la population du quartier aspire nécessairement à des vacances communautaires — je dirais même que la vie communautaire fait parfois peur — mais c'est une chose que les groupes promeuvent parmi leurs membres et qu'ils pourraient promouvoir plus largement parmi la population si seulement ils avaient les ressources financières pour l'offrir à plus de gens.»

«Il y a tout le côté relation, l'aspect entraide que les gens apprécient, poursuit Pierrette Roy, du Club des familles de demain (Centre-Sud). Pour plusieurs qui étaient gênés, c'est un premier lieu d'implication, une première source de valorisation qui les amène à partir ensuite autre chose dans le quartier. Et chose certaine, si on avait seulement voulu des vacances pour des vacances, on n'aurait pas fait tout ça!»

«Tout ça», c'est la bataille incessante que Pierrette et d'autres mènent, depuis 15 ans, pour le financement de ces camps et pour le maintien de leur accessibilité aux faibles revenus.

«Si j'avais 20 ans et moins, j'irais camper au Parlement»

De 1970 à 1976, le Club des familles de demain louait des sites de vacances. C'étaient d'anciens camps de vacances pour enfants, souvent délabrés, et pas du tout aménagés pour des familles. En 1976, le groupe louait avec option d'achat puis, en 1980, devenait propriétaire du camp Notre-Dame

du Lac Bleu, à St-Hippolyte, devenu depuis le Domaine du Lac Bleu.

Cette conquête repose sur beaucoup de bénévolat et sur des luttes continues pour le financement et l'autofinancement. «Dès le début, c'était difficile d'obtenir du financement; les bailleurs de fonds nous disaient: «pas pour payer des vacances à ce monde-là!» En 1982, le gouvernement a ouvert un concours pour subventionner cinq groupes de vacances-famille. Notre groupe s'est classé parmi les finalistes au premier et au deuxième tour, mais a été éliminé au dernier tour. Cherchez la raison! Nous avons pourtant obtenu le plus de points au premier tour...

Les pauvres doivent toujours se battre! Ah! on a assez d'argent pour survivre, mais nos bâtiments ont grand besoin de restauration et nous manquons d'équipement... J'aimerais avoir 20 ans de moins; j'irais camper au parlement! Heureusement que notre groupe n'est pas tout seul dans cette bataille; on la mène ensemble, à l'intérieur du Mouvement des camps familiaux.»

Le gouvernement privilégie les structures qui viennent d'en-haut

«Dans ses livres vert et blanc sur le loisir, le gouvernement québécois reconnaît que personne ne peut faire mieux et à moindre coût que les citoyens eux-mêmes. Mais dans les faits, l'Etat n'a pas de politique de vacances familiales, pas de politique de «soutien aux initiatives populaires en matière de vacances».

Par son travail au sein du Mouvement québécois des camps familiaux, Diane Laberge est bien informée des difficultés financières rencontrées par les camps. Seuls les groupes qui possèdent leur propre site (dits groupes autogestionnaires) peuvent bénéficier d'une subvention du ministère du Loisir, chasse et pêche. Or on a appris récemment que le MLCP prévoit, pour 1985-1986, couper 600 000 \$ dans le budget de 2 million \$ et demi destiné à l'ensemble des camps (familiaux et de jeunes). Quant aux groupes utilisateurs, ceux qui doivent louer un site de vacances, ils ne reçoivent rien du ministère et doivent se contenter d'une subvention de Centraide-Montréal.

«Ceci nous amène, poursuit-elle, à questionner le gouvernement quand il parle de «priorité» accordée aux camps familiaux. Aucun camp familial n'a finalement été retenu parmi les finalistes du concours centres de vacances-famille. En choisissant de subventionner à grand frais la mise sur pied de centres où le contrôle par les usagers est inexistant, le gouvernement a fait fi de l'expertise et des revendications des groupes populaires. Il privilégie les structures qui viennent d'en haut, plutôt que de soutenir adéquatement celles qui sont contrôlées par en bas.» ▲

À qui appartient le tourisme?

Des vacances de rêve sur les ailes d'Air machin...» «Le Club chose vous amène à la découverte des paradis perdus.» Dans nos sociétés, le tourisme dominant est une marchandise et le touriste, un consommateur qu'on attire à coup de publicité.

Suite aux revendications qu'elles ont formulé ces dernières années concernant l'accroissement du temps libre, les organisations ouvrières sont maintenant confrontées à de nouvelles questions. En effet, à quoi sert-il de gagner des congés payés et des vacances si les classes ouvrières et populaires n'ont ni les moyens financiers ni les équipements pour les occuper par des loisirs épanouissants? Et à supposer qu'elles en aient les moyens, qui ces vacances enrichiront-elles: Disneyland? Les marchands? Les travailleurs-euses, eux-mêmes? Et qui contrôlera le contenu et l'orientation des temps libres: les programmes gouvernementaux? les agences de voyage? les usagers-ères eux-mêmes?

Elles sont nouvelles au Québec, et peu connues, les organisations qui cherchent à promouvoir un tourisme différent, ni luxe, ni évasion, ni marchandise à consommer.

Le tourisme social

Connaissez-vous les séjours à la ferme offerts par la **Fédération des agrico-tours du Québec**? Le réseau des auberges de jeunesse opéré par la **Fédération québécoise de l'Ajisme**? Le tourisme pour personnes handicapées, organisé par **Kéroul** et **Excursions sans barrière**? Ces organisations, auxquelles il faudrait ajouter le **Mouvement québécois des camps familiaux**, l'**Organisation pour le tourisme étudiant du Québec**, le **Réseau plein air** et j'en passe ont en commun leur caractère non lucratif et leur adhésion, plus ou moins prononcée selon les cas, aux principes du tourisme social.

Le tourisme social, c'est d'abord un tourisme accessible financièrement. Les organisations qui s'en réclament considèrent les vacances comme un droit social. C'est aussi un tourisme qui mise sur la découverte du pays et de ses habitants, sur l'échange culturel entre les communautés plutôt que sur l'évasion et les circuits touristiques sté-

réotypés. C'est enfin un tourisme associatif, c'est-à-dire qui fait place à la participation des usagers-ères dans la définition et l'organisation des vacances.

Tourisme commercial: la loi du marché

L'industrie touristique québécoise rapportait 2 milliards en 1982; elle occupe près de 120 000 personnes et concerne de près ou de loin quelque 20 000 entreprises. Second secteur industriel en importance, il est aussi celui où chaque dollar investi crée rapidement le plus d'emplois mais des emplois souvent mal payés et peu syndiqués. Industrie dont la branche commerciale, pourtant inaccessible aux faibles revenus, est largement subventionnée.

Faute de pouvoir, comme nos voisins du sud, vendre le «sea, sand, sun and sex»,* l'industrie québécoise mise sur les attraits spécifiques de son «produit»: l'hospitalité, la culture française, la bonne bouffe, les sports d'hiver. Objectifs visés dans **Bâtir le Québec**, inciter les Québécois à voyager — donc à dépenser — au Québec, attirer les voyageurs étrangers, les amener à augmenter la durée de leur séjour et le montant de leurs dépenses.

Malgré cette promotion, notre industrie touristique connaît des difficultés présentement. Pour les années à venir, le gouvernement entend donc mettre en place une politique de sélectivité, favorisant les régions et les produits les mieux «vendables», et transférer à l'entreprise privée un certain nombre de ressources (ex.: campings) qu'il gère actuellement. Pour rééquilibrer les forces concurrentielles, on propose que les entreprises sans but lucratif soient soumises aux mêmes exigences d'autofinancement que les entreprises commerciales.

Tout cela n'augure rien de bon pour les organisations qui se réclament du tourisme social.

* mer, sable, soleil et sexe

Revendiquer l'accessibilité: comment?

Tout ceci ne va pas sans débats et sans problèmes. Tant ici qu'à l'étranger, certaines organisations de tourisme social n'offrent rien de très différent du réseau commercial, sinon leurs prix plus abordables. On sait par ailleurs qu'en Europe, des organisations de tourisme social sont tellement grosses que les usagers-ères n'ont à peu près plus de contrôle dessus.

Chez nous, les organisations de loisir, centrales syndicales et groupes populaires membres du Groupe de ressources en tourisme social du Québec (GRTSQ, fondé en 1982) n'ont pas une même vision de l'accessibilité. Le débat tourne autour de la question suivante: pour assurer l'accessibilité des classes ouvrières et populaires aux vacances, vaut-il mieux revendiquer une aide individuelle au départ en vacances, ou une politique de subvention à la mise sur pied d'appareils touristiques différents, non-commerciaux, gérés par les usagers?

Dans les pays où elle existe, l'aide à la personne prend plusieurs formes. Il peut s'agir d'**allocations-vacances** pour les familles à revenus modestes ou de formules encourageant l'épargne en prévision des vacances, ces dernières intéressant surtout les classes moyennes. A titre d'exemple, mentionnons le **régime d'épargne-vacances** (donnant droit à un pourcentage d'intérêt et déductible d'impôt) et le **chèque-vacances** (acheté à prix

réduit) en vigueur dans certains pays européens. L'aide à la personne est essentiellement individuelle et laisse au vacancier le choix du lieu et du type de vacances.

De son côté, l'aide à la mise sur pied de ressources-vacances, aussi appelée **aide à la pierre**, consisterait pour le gouvernement à subventionner l'immobilisation et l'équipement d'appareils touristiques, camps, bases de plein air ou autres, qui, ainsi soutenues, pourraient offrir des prix très bas et un contrôle par les usagers. On pense aussi à la possibilité d'exiger que les employeurs déposent le 4% de vacances dans une caisse nationale de vacances (un peu comme ils le font déjà à la CST), les intérêts pouvant servir à construire de nouveaux centres de vacances.

A tout prendre le gouvernement du Québec serait plus enclin à subventionner l'aide à la personne que l'aide à la pierre. Au contraire, certaines organisations de tourisme social, comme le Mouvement québécois des camps familiaux, favorisent nettement la deuxième hypothèse. S'appuyant sur l'exemple des garderies populaires, ils craignent qu'une aide individuelle favorise n'importe quelle sorte de vacances (commerciales aussi bien que communautaires) et mette en péril l'existence des groupes populaires qui luttent pour des vacances non seulement accessibles financièrement, mais différentes dans leur contenu. Δ

Syndicalisme et loisir

FRANCE 1, QUÉBEC 0

Richard Nicol, Temps Libres Actualités

France, 1936: le Front populaire légalise les deux semaines de vacances payées. Québec, 1985: la Loi des normes minimales de travail accorde trois semaines après dix ans d'ancienneté. Alors qu'après 50 ans de lutte sur «la question des vacances-loisirs», le mouvement ouvrier français peut s'appuyer sur un important réseau de ressources vacances accessibles, son cousin québécois découvre à peine le tourisme social. Qui plus est, le dossier fait davantage figure de «tâche» que de priorité syndicale.

Le réseau français

Depuis des dizaines d'années, les organisations syndicales françaises concentrent leurs efforts sur les avantages sociaux et les instruments de promotion collective: comités d'entreprise, financés par les patrons, qui gèrent les oeuvres sociales des travailleurs-euses, camps de vacances pour leurs enfants, villages de vacances, programmes de loisirs, services sociaux, politiques d'accès aux vacances pour les plus démunis.

Les syndicats français ont appuyé la création d'organismes spécialisés dans les loisirs et l'éducation populaire qui partagent leur conception du monde. Ces derniers se sont ensuite dotés d'outils de développement. Par exemple, Loisirs Vacances Tourisme (LVT), qui regroupe des associations



gestionnaires de centres de vacances, a contribué à créer l'INVAC (qui finance la construction de centres de vacances) et le Centre national de formation loisir promotion (qui forme les bénévoles, les animateurs-trices et les directeurs-trices des centres de vacances). LVT est branchée politiquement sur la Confédération française démocratique du travail (CFDT, sensibilité CSN). De son côté, Force ouvrière (FO, sensibilité FTQ) a créé Promtour, courtier de vacances pour ses membres, qui collabore avec la Fédération nationale Léo Lagrange, une grande association d'éducation populaire de 250 000 membres. Les réseaux sont stimulants et efficaces.

De plus, la CFDT, FO et la Fédération de l'éducation nationale (FEN, sensibilité CEQ) ont collaboré, avec les associations de tourisme social et des organisations sociales, à la création du Centre de coopération pour la réalisation d'équipements de loisir (CECOREL). Cet organisme, qui est actuellement en voie d'implantation au niveau régional, a pour mandat de planifier la création de centres. Son action est mûre et fort utile.

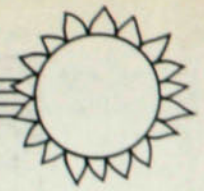
En 1985, le mouvement ouvrier et populaire français peut donc s'appuyer sur un réseau important dans le domaine du loisir, de la culture et de l'éducation populaire: infrastructure puissante, personnel compétent et militant, une force économique et d'investissement significative, des politiques de développement, un cahier de revendications et un lobby efficace. Ce qui a bien sûr permis d'obtenir la cinquième semaine de vacances payées, l'aide à la personne, le chèque-vacances, l'aide à la pierre, enfin des lois et des programmes d'assistance financière de la part du gouvernement français. Qu'en est-il au Québec?

Balbutiement du Québec

Ce serait stupide de vouloir copier le modèle français, qui comporte aussi ses lacunes: les structures sont souvent trop grosses, bureaucratisées, anonymes; elles ont perdu le contact avec leurs adhérent-e-s. Par contre, on peut envier l'intérêt réel qu'accordent les centrales syndicales françaises à la question du loisir.

Du côté québécois, que se passait-il il y a dix ans? NIET! Que se passe-t-il aujourd'hui? NIET... ou presque! Pourtant, entre 1975 et 1985, les centrales syndicales québécoises ont milité avec vigueur pour le droit aux vacances et aux loisirs: syndicalisation de personnels, participation remarquée à des colloques, congrès et séminaires, publication de brochures, organisation d'activités spécifiques, etc... Il y a plusieurs mois, la CSN rendait publique sa plate-forme sur les loisirs/vacances. A la CEQ, on envisage publier une plate-forme de revendications mais on mise surtout sur une négociation nationale avec le ministère du Loisir, de la chasse et de la pêche (MLCP). Un comité «temps libre» a été créé à la FTQ et l'une de ses sections, la FIPOE (électriciens), travaille à un important projet de base de plein air.

Toutes ces actions suffisent-elles? Evidemment non! Le Groupe de ressources en tourisme social, auquel participent les trois centrales syndicales et une dizaine d'autres organisations, a signé une entente de coopération avec son homologue français, le CECOREL, en septembre dernier. Parce qu'il réunit autour d'une même table les représentants des syndicats, des organisations de loisirs et de certains groupes populaires, le GRTSQ peut faire en sorte que le dossier vacances-loisirs débouche ailleurs que sur les tablettes. Pourtant il sommeille dans l'ombre. Absence de leadership? Intérêt maussade? Toujours est-il qu'un colloque national sur les aides à la personne initialement prévu en septembre prochain a été reporté sans qu'on ait fixé de date... La première chose à faire serait donc de concrétiser ce projet prometteur. Δ



Ensemble pour le changement

A Brossard, le 30 mars dernier, se tenait le grand rassemblement de la jeunesse travailleuse avec ou sans-emploi, organisé par la JOC, sous le thème «Ensemble pour le changement». Richard Léveillé, jeune travailleur de 27 ans, est cuisinier dans un hôpital. Il milite dans son syndicat depuis 4 ans. Il a participé à cette journée et voici ce qu'il en dit.

«Ce qui m'a frappé le plus lors de cette journée c'est l'isolement. On est tous «pogné» dans la même roue —

BES — CHÔMAGE — TRAVAIL —. Mais moi, je me considère chanceux de travailler comme cuisinier dans un hôpital. Je suis syndiqué et ça fait 4 ans que je m'implique dans mon syndicat.

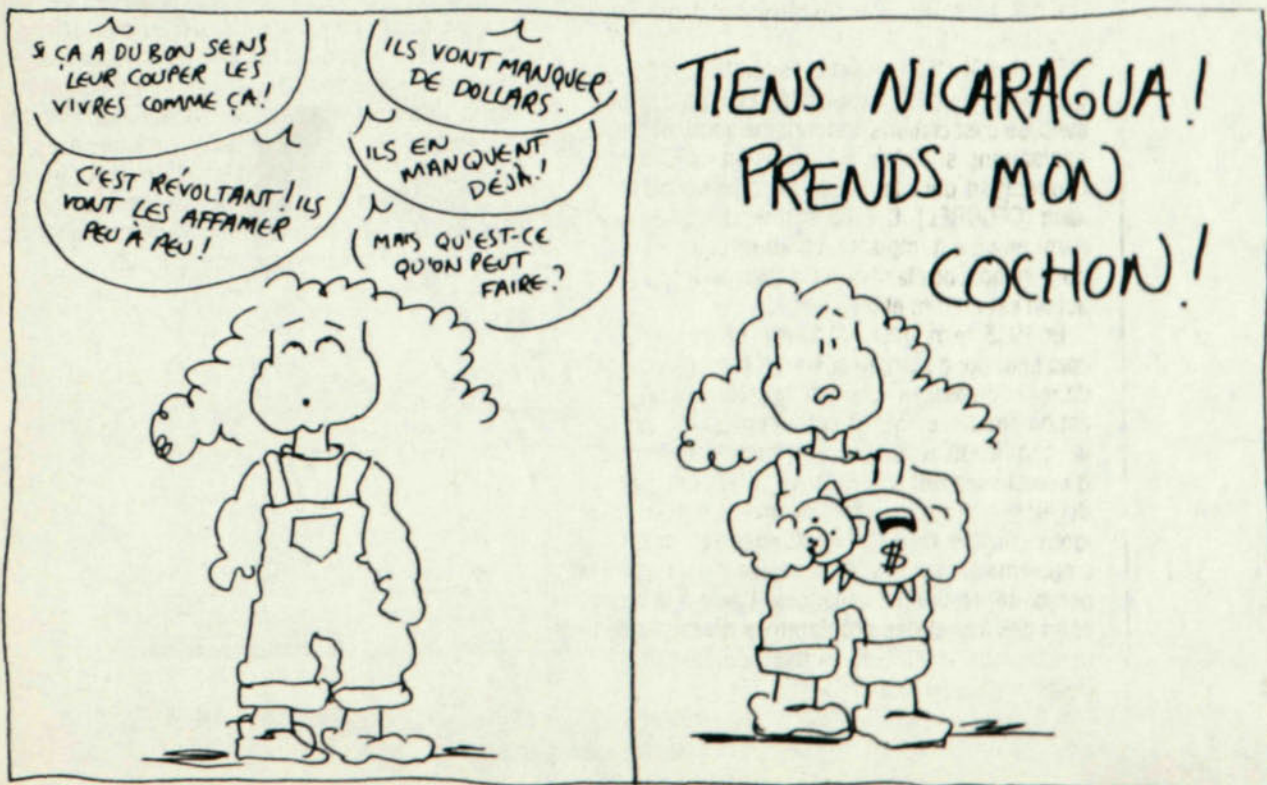
Pour moi, le grand rassemblement a été très important. Cela a été une bonne occasion pour les jeunes travailleurs avec ou sans emploi de s'échanger nos réalités, de s'apercevoir qu'on est pas seul à ne plus croire en un avenir, d'avoir perdu espoir. Mais se regrouper, c'est très important. Cette journée m'a donné une force, le goût de continuer la lutte».

Présentement, dans l'hôpital où Richard travaille, il y a un groupe de jeunes stagiaires sur des projets déclics. Richard tente de les pousser pour qu'ils se regroupent. Il veut les emmener à prendre conscience de leur condition et à se prendre en main pour que ça change, car actuellement ils sont utilisés à boucher les trous un peu partout dans l'hôpital.

La solidarité entre sans-emploi et travailleurs est importante pour en arriver à un changement. Δ

Luce Bédard

Le monde vu d'en bas



Les luttes qui changent la foi

Claude Hardy

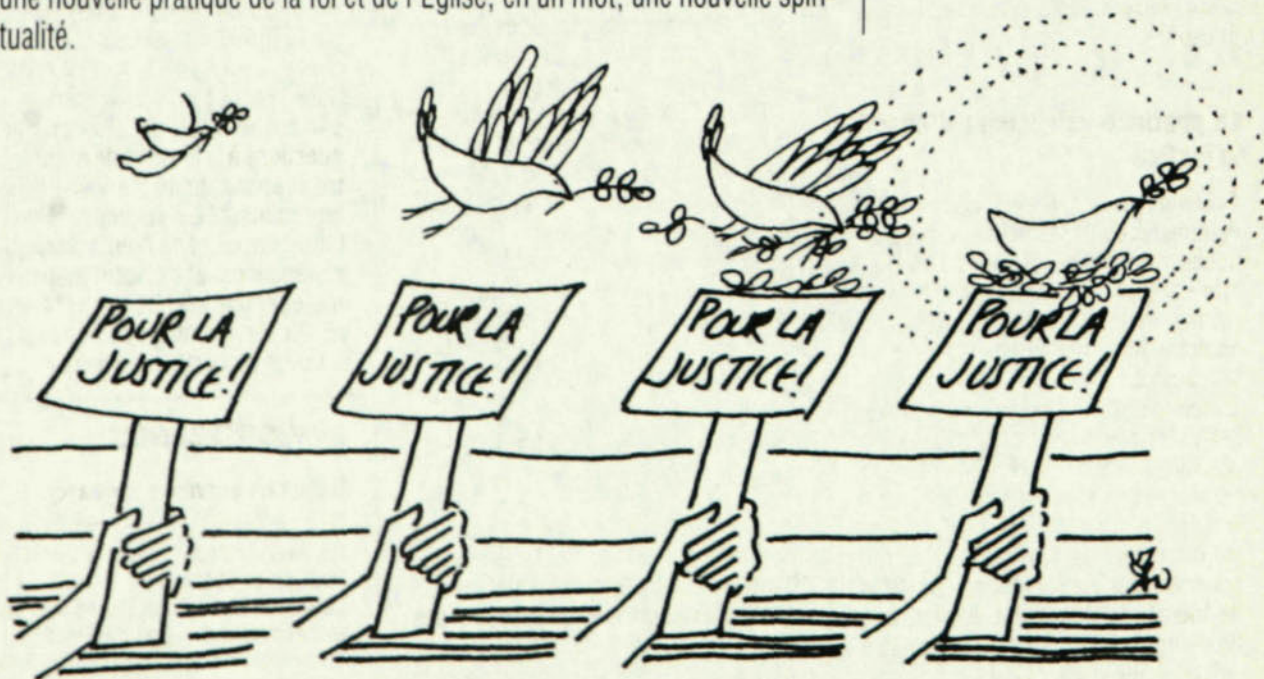
Les chrétiennes et les chrétiens impliqués dans le mouvement ouvrier et populaire font encore figure de bêtes curieuses. Pas tellement sur leur pratique sociale, puisque la preuve de leur combativité n'est plus à faire, mais bien plutôt sur leur pratique de foi. Ainsi, à l'extérieur des réseaux chrétiens progressistes, on se demande souvent «comment ils font» pour allier **lutte sociale**, synonyme de combat contre l'oppression sous toutes ses formes, et **foi chrétienne**, assimilée à soumission, morale, hiérarchie ecclésiale.

En réalité, explique Claude Hardy du Centre de pastorale en milieu ouvrier, le fait pour des chrétiens de développer une critique de la société et une action pour la transformer devient vite incompatible avec une vision traditionnelle de la foi. C'est la lutte qui change la foi, et non l'inverse. C'est à partir de la lutte que s'élaborent une nouvelle vision de Dieu, du salut, de la morale, une nouvelle pratique de la foi et de l'Église, en un mot, une nouvelle spiritualité.

L'Évangile relu à partir des pauvres

«Avant, raconte Thérèse, j'avais une image très culpabilisante de Jésus et de son Message. Une image écrasante: «Il faut porter sa croix... Il y aura toujours des pauvres parmi vous... Si quelqu'un te frappe sur une joue, présente-lui l'autre...»

Maintenant, j'ai une image bien différente. Je suis une fille de Dieu, donc tout aussi importante que n'importe qui. Dieu est Amour: homme et femme. Jésus s'est solidarisé avec les plus pauvres de son temps, il leur disait de se lever debout. Il remettait en



C'EST À PARTIR DE LA LUTTE QUE S'ÉLABORENT UNE NOUVELLE VISION DE DIEU, DU SALUT, DE LA MORALE, UNE NOUVELLE PRATIQUE DE LA FOI ET DE L'ÉGLISE, EN UN MOT, UNE NOUVELLE SPIRITUALITÉ.

question les riches: C'est Dieu ou l'argent.»

«Non seulement, rajoute Paul, il les questionnait mais il les condamnait. Il les a traité de voleurs et d'hypocrites parce qu'ils écrasaient le peuple avec des impôts trop lourds et des lois injustes. Même le clergé, complice de cette situation, s'est mérité les colères de Jésus: «Vous avez fait du Temple de Dieu une caverne de voleurs... A quoi servent vos fêtes liturgiques et vos prières si les pauvres sont méprisés?»

La croix: le prix payé pour défendre la vie

René parle du temps où il était «soumis, silencieux, cheap». «C'était ça ma place. Dieu l'avait voulu ainsi. Me révolter devant ma situation d'opprimé aurait été un blasphème. Il fallait que j'endure, que je porte ma croix pour expier mes péchés.

Depuis que j'ai refusé d'être résigné, je comprends autrement. Je comprends que Jésus n'est pas un masochiste qui a organisé sa vie pour souffrir. Il a été assassiné parce qu'il a lutté pour la vie, à partir des situations des pauvres. Ça, les exploités économiques ou religieux ne l'ont jamais accepté.

La pratique religieuse: d'abord la justice

Toute expérience religieuse doit se manifester concrètement par des pratiques. «Pour moi, poursuit Thérèse, être chrétienne consistait à aller à la messe du dimanche, observer les commandements de Dieu et de l'Eglise. Surtout ne pas faire de péché. C'était tellement loin de ma vie et des autres femmes que je connaissais. J'ai fait sauter ça assez vite. L'Eglise comme la société m'enfermaient dans le même mépris. Maintenant, au Centre populaire, je lutte avec d'autres pour changer mes conditions de vie et de travail. Au Jugement dernier, à la fin de notre vie, la seule question que Jésus va nous poser pour vérifier si on a été son disciple sera celle-ci: Qu'est-ce que vous avez fait pour ceux qui avaient faim, étaient malades, nus, isolés, sans emploi, etc.»

La prière: se situer dans l'histoire du salut

«Quand tout allait mal, raconte Luc, il m'arrivait parfois de prier. Je lui disais. «si tu existes et que tu es un Dieu d'amour, qu'est-ce que tu attends pour agir?» Et je n'avais pas de réponse. J'attendais que Dieu arrange ma situation.

Maintenant j'ai évolué. Je sais qu'il est avec moi mais qu'il ne fera rien à ma place. J'aime bien l'histoire de Moïse dans l'Exode. Il s'est révolté contre l'esclavage en tuant un Egyptien. Il a lutté pour libérer son peuple. C'est à travers des révoltes et des guerres contre des situations de famine, d'esclavage, de l'exploitation des riches que le peuple a fait l'expérience de Dieu. Quand nous nous racontons ce que nous faisons ensemble pour retrouver la dignité, la solidarité, la justice, nous nous reconnaissons dans cette expérience.»

Voici un exemple de prière composée dans un groupe:

«La vie menacée aujourd'hui, c'est 2 500 000 Nicaraguayen-ne-s traqués par le géant américain.

La vie menacée, c'est 30% de chômage chez les jeunes.

La vie menacée, ce sont les assistées sociales victimes de préjugés, de harcèlement, maintenues dans une situation de lutte pour la survie.

Toi, le Dieu de Moïse, de Jésus, de Luc, de Thérèse, de René, et de leurs regroupements, toi le Dieu de nous tous et toutes, donne-nous l'énergie, la force, de construire ton Règne, à partir des lieux où la vie est menacée. Toi qui veux que nous ayons la vie en abondance. aide-nous à nous libérer des forces de mort. Garde-nous dans l'Espérance.»

La morale: «on n'est pas faits pour le malheur»

La morale a longtemps été «la marque de commerce» de l'expérience chrétienne. Le permis et le défendu. Il aura fallu vaincre bien des peurs et des culpabilités avant de retrouver une morale, ou des valeurs, accordées aux objectifs de libération du monde et des personnes.

«La morale religieuse, raconte Gertrude, c'est ce qui m'a fait le plus souffrir.

La peur du péché. La souffrance pour gagner des mérites. Etre vertueuse à tout prix, même si ça brisait ma vie. Maintenant je commence à respirer. La spiritualité du Dieu de la vie m'inspire beaucoup. On n'est pas fait pour le malheur mais pour la «vie en abondance» selon l'expression même de Jésus. Qu'est-ce qui va dans le sens de la vie, voilà ce qui doit nous guider, selon moi. C'est ensemble aussi qu'il faut discerner ce qui nous semble le meilleur à partir de nos situations concrètes. Quoi qu'on en pense, ce n'est pas une morale de facilité. Le défi c'est de vivre sa vie et d'être prête à la donner.»

L'expérience d'Eglise: partager le pouvoir et les responsabilités

«Avant, raconte Francine, mon expérience de l'Eglise était centrée sur le personnage du prêtre. Il y avait le pasteur et les brebis, les clercs et les laïcs. Dans ce modèle d'Eglise, les vertus consistaient à écouter, se taire et être soumises. Les clefs du ciel appartenaient au prêtre. Rien de collectif non plus. Chacune faisait sa religion. Aujourd'hui, les prêtres sont un peu plus «cool», ils nous demandent notre avis, mais rien de fondamental n'est changé. À l'inverse, dans notre communauté, comme dans nos organisations, nous prenons la parole, nous partageons nos expériences et nos questions à la lumière de notre foi. Notre responsabilité de vivre la foi en communauté est collective. Nous parlons de nous et de Dieu à partir de nos expériences, et de notre responsabilité à bâtir une société juste et fraternelle. C'est ensemble que nous donnons un sens au partage du pain.» △

RESSOURCES

Reçus en service de presse

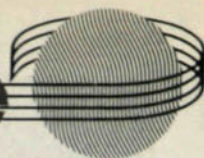
Dumais, Monique, *Les Femmes dans la bible, expériences et interpellations*, Editions Paulines et Socabi.

Lefebvre, Marcel, *La Vie en abondance, lectures bibliques*, Editions Paulines

Boulangier, Viateur, Durand, Guy, *L'Euthanasie, problème de société*, Fides.

Brusco, Angelo, *Humanisation des milieux de santé*, Ed. Paulines

Coll. *Relations clercs-laïcs*, Fides



Les jeunes sont l'avenir du Tiers-Monde

Quand on est jeune en Amérique latine, on ne se suicide pas. On s'organise en gang pour survivre dans les quartiers pauvres des grandes villes. Mais, tout comme au Québec, le sentiment d'inutilité sociale pousse à l'autodestruction. Certains pourtant, comme Félix Ollarves, permanent de la JOC internationale, en arrivent à s'impliquer dans leur quartier ou leur milieu de travail. La récente révolution nicaraguayenne, tout comme l'expérience du mouvement syndical brésilien démontrent bien que l'avenir de ce continent est entre leurs mains.

Entrevue réalisée par **Ginette Duquette et Raymond Levac**

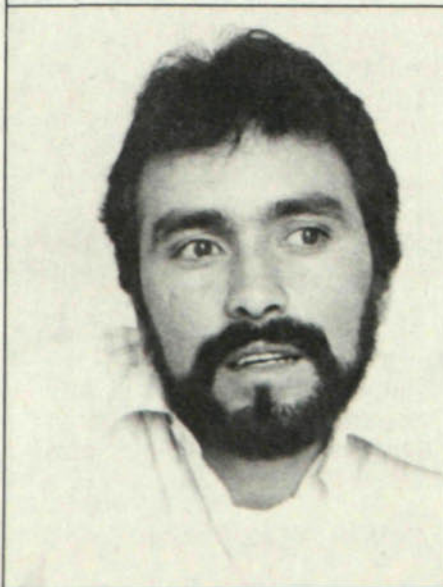
«Au Venezuela, ma famille vivait à la campagne, dans des conditions très difficiles. Aucun service de santé, pas d'école, aucune aide gouvernementale – rien. Comme la plupart des autres fermiers, mon père a dû vendre notre petit terrain à une grosse compagnie. L'exode est très fort: plus de 80% de la population vit maintenant à la ville. J'avais sept ans quand nous sommes arrivés à la ville dans un quartier populaire. Encore là, aucun service – comme dans tous les quartiers populaires d'Amérique latine. On vivait 10 dans un 2 pièces!

Ma mère travaille depuis 20 ans dans la clandestinité, son travail n'étant pas reconnu. Elle fait de la couture à la maison pour une compagnie. Elle est payée à la pièce. Si elle quitte son emploi, elle n'a rien: il n'existe pas de programmes sociaux, ni de rentes, ni de plans de retraite.

Mon père, quant à lui, est vendeur ambulant dans les rues. Il n'a jamais pu se trouver un travail à plein temps.

Les jeunes dans ces quartiers populaires n'ont pas de travail. On y retrou-

ve beaucoup de prostitution, de drogue, de bataille de «gang» et aussi une répression policière très forte. Pourtant, rien n'est mis sur pied, sur le plan gouvernemental, pour leur trouver de l'emploi. Quand on pense que sur



Félix Ollarves

5 000 jeunes de mon quartier, 200 seulement vont à l'école, à peine quelques-uns travaillent dans des petites usines, les autres sont chômeurs.

Un jour, un jeune militant de la JOC est venu nous rencontrer afin de réfléchir ensemble sur notre réalité. A partir de cette réflexion commence pour moi le désir de m'engager concrètement à changer la situation commune à tous les jeunes travailleurs.

Une situation commune, internationale et interdépendante

Au Mexique, 13 des 20 millions de jeunes de la classe ouvrière n'ont pas un emploi stable. 8 millions sont sans emploi!

Ici, au Québec, la réaction des jeunes face à la désillusion est souvent l'isolement et le suicide. Au Mexique, il n'y a pas de suicide. Les jeunes s'organisent en gang, créent entre eux une mini-société où ils développent des relations humaines très fortes et se donnent ensemble des moyens de survie.

Mais on trouve aussi une autre manière de destruction: la drogue, le vol, la prostitution. La situation des jeunes d'ici et de là-bas se ressemble donc: ils se perçoivent comme inutiles. Quand une société est basée sur la production, le profit, le capital, la participation des jeunes dans cette société est nulle. Mais pour consommer – là on a besoin d'eux. Que ce soit au Québec au Mexique ou au Costa Rica on porte les mêmes vêtements, chante les mêmes chansons, danse la même musique. On est stimulé à la consommation. On oublie son engagement dans une société qui nous rejette,



dans une situation qu'on doit vivre et surtout qu'on doit changer.

Tout cela se passe dans un contexte où les conditions de vie et de travail déjà précaires se sont détériorées davantage depuis quelques années. Même au Costa Rica, qu'on appelle «la Suisse des Amériques», le gouvernement suivant les directives du Fonds monétaire international (FMI) a décidé de réduire le peu de ressources qu'il allouait à la santé, l'éducation, le logement et les services sociaux.

Ce n'est qu'un début... mais ça continue!

Mais je suis témoin qu'à travers toute cette situation d'oppression, des jeunes s'organisent à l'intérieur de la JOC ou dans d'autres groupes.

Marcelle, au Mexique, a obtenu avec d'autres filles de l'usine, que les heures supplémentaires ne soient plus obligatoires et qu'elle soient payées temps double. Elles veulent aussi négocier leur convention collective vieille de 10 ans.

Au Costa Rica, 20 jeunes à l'école, après analyse et réflexion de leur situation, prennent des mesures pour améliorer leurs conditions d'étudiants.

Cent jeunes forment une coopérative de pêche afin d'éliminer les intermédiaires et ainsi, baisser le coût du poisson.

Au Venezuela, 20 jeunes étudiants d'une école professionnelle revendiquent auprès du gouvernement pour avoir des débouchés de travail dans la profession choisie.

On sait, par ailleurs qu'au Brésil, beaucoup de jeunes ont été impliqués dans l'opposition syndicale qui a organisé les grandes grèves de la sidérurgie. En Amérique centrale, des jeunes sont engagés, au péril de leur vie, dans des mouvements de guerillas et des organisations politiques. Au Nicaragua, ce sont surtout des jeunes qui ont fait l'insurrection. Aujourd'hui encore, ils sont impliqués dans le processus de la nouvelle société. Ainsi, par exemple, je connais une nicaraguayenne de 14 ans responsable du comité de santé dans son quartier.

Tout ce processus de participation des jeunes au changement de leur situation est encore à ses débuts, mais c'est plein d'espoir.

La solidarité internationale

J'arrive du Tiers-Monde. Là-bas, quand on ne connaît pas la situation

réelle des jeunes du Québec, on pense qu'ils sont tous riches. Or quand on les voit, on se rend compte de leurs conditions pénibles. La lutte des jeunes d'ici est essentielle et elle a une dimension internationale.

L'engagement international des jeunes travailleurs et travailleuses c'est d'abord leur engagement dans leurs propres luttes pour des meilleures conditions de vie et de travail ici-même et de manière concrète.

Bien sûr, par la suite, il est important aussi de poser des gestes de solidarité internationale. Mais les jeunes doivent avoir conscience que les batailles qu'ils mènent dans leur propre pays ont des incidences internationales en plus de faire avancer l'ensemble de la classe ouvrière.

Cet engagement des jeunes m'est apparu très fort lors du Grand Rassemblement de la Jeunesse Travailleur organisée par la JOC du Québec à la fin du mois de mars dernier. Une même mobilisation s'est faite dans tous les pays où il y a de la JOC lors de la semaine internationale de la jeunesse travailleuse qui avait lieu fin avril/début mai». Δ

Qu'y a-t-il en dessous de nos assiettes?

Paul Langelier, Union des producteurs agricoles (UPA)

Vous me direz peut-être qu'avant de regarder ce qu'il y a en-dessous de leur assiette, bien des gens sont d'abord préoccupés de ce qu'il n'y a rien ou presque DEDANS leur assiette. Oui, mais «tout à coup» que le contenu de nos assiettes dépendrait de ce qu'il y a en-dessous. Oui, «tout d'un coup» que l'agriculture et son développement au Québec seraient des réalités importantes à comprendre. En tout cas, on va prendre une chance d'en parler, «tout à coup» que ça vous intéresserait.

De moins en moins de fermes...

«En 1941, on comptait 150 000 fermes au Québec; en 1951, il y en avait encore 135 000. Le nombre de fermes n'est plus que de 91 000 en 1961 et de 61 000 en 1971. En 1981, on trouvait au Québec 38 000 fermes dont les ventes dépassaient les 2 500\$. Au fur et à mesure que l'on se spécialise bon an mal an, on perd un tiers des fermes du Québec à tous les dix (10) ans.»

«Le quart de la production agricole du Québec a été vendu, en 1981, par seulement 750 fermes. Et 4 000 fermes ont vendu la moitié de la production. C'est-à-dire qu'avec 4 000 autres fermes semblables, soit 4 000 qui vendraient plus de 100 000 \$ de produits par année, tout pourrait être produit au Québec par seulement 8 000 fermes.» (1)

Si vous mettez les statistiques précédentes sur un graphique, vous allez vous apercevoir que la pente descend très vite et même un peu plus.

Dans la région de Saint-Hyacinthe, 60% de la valeur totale de la production est effectuée par 16,4% des fermes, c'est-à-dire par 1 065 fermes sur un total de 6 520 environ.

Nous pourrions faire état de plusieurs autres données statistiques mais tel n'est pas mon objectif. En fait, je veux seulement illustrer qu'il y a une tendance importante vers une concentration des entreprises agricoles.

Certains diront que c'est normal, d'autres qu'on ne peut empêcher ce processus, d'autres encore que ça va

se stabiliser, d'autres...

Moi, ce que je dis, c'est que le choix à long terme est clair. Nous avons à choisir entre:

a) Une agriculture dominée par les multinationales dans laquelle les jeunes (et les autres) seront des travailleurs et travailleuses agricoles, à bas salaire évidemment.

b) Une agriculture familiale, c'est-à-dire où la famille immédiate (parents et enfants) possède l'entreprise, la contrôle et apporte la majorité du travail nécessaire.

De plus en plus spécialisées...

En 1961, il y avait 3 600 hectares de blé au Québec, dont 5% sur des fermes spécialisées en grandes cultures. En 1981, on en retrouvait 44 000 hectares (12 fois plus) dont 45% sur des fermes spécialisées.

Un autre exemple de la spécialisation de l'agriculture est la production porcine. De 1961 à 1981, on est passé au Québec de 800 000 à 3 400 000 têtes. 88% de cette production s'effectue maintenant sur des fermes spécialisées, contre 37% en 1961.

Avec de plus en plus de capital... et de dettes!

Le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale a nécessité un recours au financement et à l'investissement. Mentionnons que le capital total (terre et bâtiments, machinerie et outillage, animaux) en agriculture au Québec a

varié de 339% pour la période allant de 1971 à 1981. En 1984, l'actif d'une ferme moyenne au Québec est de 298 913\$.

Ceci représente beaucoup d'argent mais surtout beaucoup d'emprunts et par conséquent beaucoup d'intérêts. En pratique, c'est la deuxième dépense en importance sur une ferme (après l'alimentation des animaux). D'ailleurs, en 1981 il a été constaté que la baisse drastique des bénéfices d'exploitation s'expliquait à 73% par la seule hausse des intérêts payés sur la dette.

En agriculture avec notre 298 913 \$ on peut produire pour x mille dollars de produits (ex.: de patates). Par contre dans les autres secteurs économiques il faut environ 10 fois moins d'investissement, c'est-à-dire 29 891 \$, pour produire le même x mille dollars de produits (ex.: de gommes balloune)...

Et puis après... qu'est-ce que ça change?

Plusieurs facteurs ont contribué à la concentration des fermes. Parmi ceux-ci, il y a les développements technologiques. Pour nous en convaincre, qu'il suffise de mentionner qu'actuellement aux États-Unis, on est en train de mettre au point une hormone de synthèse qui amènerait une augmentation de 10 à 40% de la production de lait par vache. Quelles seront les conséquences de cette découverte technologique sur la production, la rentabilité de l'agriculture, la concentration des fermes, la relève agricole, etc.?

Parmi les autres causes de cette concentration, il y a la spécialisation, l'énorme capital nécessaire, etc. Mais il y a, et il y a surtout, «la gamme des prix». Expliquons-nous. Il y a deux façons de voir une tomate. Une première où l'agriculteur/trice dit: «Il m'en coûte 10¢ pour produire une tomate (y compris la rémunération de mon



temps) et par conséquent, je vends ma tomate 10¢». Une deuxième où l'acheteur des tomates, c'est-à-dire le grossiste ou le transformateur dit: «Je peux vendre une tomate 15¢; il faut que j'enlève 1¢ pour l'entreposage, 1¢ pour l'étiquetage, 2¢ pour les frais d'opération de l'usine, 2¢ pour les salaires à payer, 1¢ pour le transport et finalement 1¢ pour la publicité. Je me garde 4¢ de profit. Par conséquent, il reste 3¢ pour l'agriculteur/trice». C'est de cette deuxième façon que fonctionne l'agriculture au Québec.

Tu veux qu'on paye nos tomates plus cher...

Non! Contrairement à ce qu'on pense, ce n'est pas l'ensemble des consommateurs/trices qui achètent les produits agricoles. En effet, qui achète auprès des agriculteurs/trices 80% des pommes produites au Québec? Réponse: les quatre grandes chaînes d'alimentation.

Pour la viande de porc, c'est curieux qu'on continue à payer le même prix à l'épicerie (sinon plus) alors que le prix payé aux agriculteurs/trices baisse à chaque semaine. Oui, l'alimentation c'est payant mais pour qui? et pour quel type de développement?

Peut-être qu'au bout de la ligne, dans une autre façon de voir la vente d'une tomate, on va payer plus cher,

peut-être. Mais il s'agira de se donner des mécanismes collectifs pour répartir équitablement le pouvoir d'achat de chacun et chacune.

Il faut conclure

En février dernier, 100 futurs et jeunes agriculteurs et agricultrices de la région de Saint-Hyacinthe se sont rencontrés afin de réfléchir sur cet enjeu. Les jeunes sont certainement les mieux placés, à tous les points de vue, pour remettre en question le développement de l'agriculture du Québec. Pour eux et elles, l'enjeu c'est l'agriculture familiale mais également leur propre avenir et leur propre vie sur cette entreprise familiale.

Pour demeurer dans la bataille, les fermes familiales devront se doter collectivement de ressources techniques adéquates. Je pense ici aux agriculteurs et agricultrices qui, par groupe de 50, ont formé un syndicat de gestion agricole pour se permettre d'avoir recours à un/e conseiller/ère en gestion. Je pense aussi à l'ensemble de ces syndicats de gestion agricole qui se sont donné un service de comptabilité informatisé. Ce sont des choses que seules les grandes entreprises peuvent se permettre mais les petites et moyennes fermes doivent acquérir collectivement si elles veulent rester dans la partie.

Pour les gens ou les groupes qui veulent aller plus loin dans leur réflexion je leur suggère le film de l'ONF «La ferme familiale en danger».

Si ce qui est en-dessous de nos assiettes était contrôlé par l'ensemble des agriculteurs et agricultrices et par l'ensemble de la population, peut-être qu'il y aurait quelque chose dans l'assiette de tout le monde...

N.B. En rédigeant ce texte, j'ai pensé d'une façon très particulière à mon ami Daniel Rivet qui est décédé en février dernier et qui avait tellement à coeur et l'agriculture et un monde nouveau... △

(1) Extraits d'une conférence de Michel Morisset reprise par la Terre de Chez Nous du 17 mars 1983.

Le Québec politique de 1985: le pire sans le meilleur?

Louis Favreau, Centre de formation populaire

De la réélection du Parti québécois en 1981 jusqu'à l'automne '84, rien pour ainsi dire ne bouge sur la scène politique: c'est la «**real politic**» et le «**business as usual**» qui prévalent. Plutôt triste et terne. Puis brusquement nous nous retrouvons avec Mulroney au pouvoir à Ottawa et une crise politique, sans doute la plus profonde, au sein du PQ. **Que s'est-il donc passé et pourquoi en sommes-nous arrivés là? Qu'est-ce que cela risque d'impliquer pour les forces populaires?**

Le beau risque: fini la souveraineté

4 septembre '84, le Parti libéral du Canada, en selle depuis 20 ans, se fait laver par le Parti conservateur de Mulroney. Octobre: Pierre-Marc Johnson – on le saura plus tard – met sa tête sur le billot sur la base d'un nouveau parti constitutionnel qui n'inclut plus la nécessité de faire l'indépendance. Novembre: des ministres du cabinet Lévesque, et non les moindres, démissionnent. Décembre: Lévesque se branche et prend parti pour les révisionnistes, contre les orthodoxes démissionnaires. Optique: prendre le «beau risque» de négocier l'avenir du Québec avec Mulroney, jugé plus «réceptif» que l'ex-premier ministre Trudeau.

Janvier le 19: sur fond de grève à Marine et à la Sûreté du Québec, le **congrès spécial d'orientation du PQ** dégénère en bataille rangée, à grands coups de coeur et de gueule. Résultat: une nouvelle option nationale et sociale confirme que **la souveraineté n'est plus nécessaire pour développer au Québec une politique de plein emploi**. Le tiers des congressistes se voient forcés d'enregistrer une dissidence collective. Les orthodoxes, comme on les appelle, plient bagage et, tout en gardant un pied à l'intérieur (leur carte de membre), fondent un nouveau mouvement: le Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI). Les dissidents refusent la

nouvelle option du PQ car, selon eux, le plein emploi n'est possible que lié à l'action sociale et économique d'un Etat qui a les pleins pouvoirs sur la main-d'oeuvre, l'assurance-chômage, les allocations de sécurité sociale, le commerce international, le développement industriel, la formation professionnelle...

Avril '85: au plan social, le budget Duhaime consacre le glissement du PQ: **ce budget convient bien au monde des affaires** et nous ajoute, à nous, quelques taxes de plus (de façon notable celle des assurances).

Bref la réalité politique du Québec de 1985 **vole bas**: des héros fatigués du Parti québécois aux héros vieillissant du Parti libéral, il y a, se dira-t-on un peu partout, de quoi reprendre le dicton de nos parents: «en politique plus ça change, plus c'est pareil». Des partis usés, un premier ministre aigri qui s'accroche au pouvoir, des militants nationalistes déçus, des militants de mouvements sociaux (groupes de femmes, syndicats, groupes populaires et de jeunes) devenus incrédules sinon incroyants face à la politique, un électorat blasé. **Comment en sommes-nous arrivés là?**

La politique du conservatisme

Si ce sentiment s'est généralisé, c'est que, par delà ce qui arrive au PQ version '85, **la conjoncture a profondément changé**: dans les 20 dernières années, **la politique, comme moteur de changement social**, avait stimulé plusieurs générations de militant-e-s.



Congrès spécial du PQ, 19 janvier 1985

En dépit des oppositions, tous se situaient, à des degrés divers, du côté du changement: un Etat québécois fort pour défendre nos intérêts nationaux, un Etat québécois investi dans la chose économique et dans l'élargissement de son secteur public (santé, éducation, services sociaux), un syndicalisme vigoureux dans ce même secteur... et une opinion sociale favorable aux revendications de ce nouveau syndicalisme.

Le vent a tourné à l'orage: la **récession économique** a atteint un sommet à nul autre pareil en 1981-82 - la pire depuis 50 ans et la plus profonde qu'aient connue les pays industriels capitalistes. Ceci n'a pas manqué de bouleverser l'**échiquier politique**: le PLC perd le pouvoir et le PQ sent le besoin de changer de cap. Au plan **social**: le glissement vers le **conservatisme** social et national s'accroît. Sans oublier, pour le Québec, PQ en tête, le **dur échec référendaire** dont l'effet principal n'est pas ressenti en '81 mais bien au lendemain de la victoire de Mulroney, avec le nouveau pari constitutionnel de Johnson.

En 1985, on se retrouve, pourrait-on dire, les culottes à terre. C'est la fin d'un cycle lié au changement, le retour au conservatisme dans une société où l'avenir est bloqué: les femmes et les jeunes sont marginalisés, le syndicalisme du secteur public mis au ban des accusés, les groupes populaires forcés de s'auto-financer à brève échéance ou de disparaître, des jeunes travailleurs-euses obligés de s'engager à bas salaire dans des emplois temporaires et, par surcroît, plus ou moins artificiels parce que subventionnés.

Les forces populaires n'ayant plus les moyens d'exercer une forte pression sur le PQ au pouvoir, c'est le **caractère démocratique, nationaliste et populaire** - celui-là même qui avait fait l'attrait de ce parti au début des années '70 - qui tend à disparaître. De façon de plus en plus visible, le **PQ pratique la politique de sa principale classe d'appartenance**: la bourgeoisie montante et les grands commis de l'Etat, formés aux sciences sociales et administratives. Résultat: les usagers n'ont pas plus de pouvoir dans les ser-

vices publics aujourd'hui qu'en 1976; les classes moyennes sont incitées à participer au profit par le biais des régimes d'épargne-action; les travailleurs forcés de «sauver» leur entreprise menacée de fermeture (par le gel des salaires, par l'achat d'actions...); les jeunes obligés de prendre des «jobs» de sous-traitance (option Dé clic) etc.

A moins que...?

Les élections générales, vraisemblablement à l'automne, font partie de ce nouveau paysage social et politique du Québec. Elles risquent fort de **consacrer** ce tournant conservateur. A moins que du côté des forces populaires, des **résistances** ne surgissent pour peser dans la balance, pour ne pas demeurer captifs des deux principaux partis politiques en place, pour ne pas avoir le **pire** sans le meilleur.

A suivre dans le prochain numéro: des projets d'action politique populaire. Δ

~~BRÈVES NOUVELLES BRÈVES BRÈVES NOUVELLES~~

CONTRE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE DES FEMMES

Pour l'AFEAS, plusieurs propositions du dernier budget du Québec accentuent la dépendance des travailleuses au foyer à l'égard de leur conjoint. Ainsi, deux propositions vont directement à l'encontre du développement de l'autonomie financière des femmes.

Le bénéfice financier de l'**augmentation de l'exemption de personnes mariées** ira aux conjoints rémunérés alors que ce sont les travailleuses au foyer qui assurent les tâches au foyer. De plus, l'**élimination de l'exonération pour le travail à l'extérieur** va inciter les femmes à renoncer à un petit revenu personnel. Cette exonération leur permettait un revenu de 1,420\$ avant que l'exemption du conjoint soit diminuée. On décourage ainsi le retour progressif de plusieurs femmes sur le marché du travail rémunéré.

Pour l'AFEAS, plusieurs autres mesures sont au détriment des femmes. Ainsi, en favorisant des exemptions pour enfants plutôt qu'une bonification des allocations familiales et des allocations de disponibilité, le budget avantage une fois de plus le conjoint rémunéré au détriment de la mère.

Plusieurs de ces mesures, affirme l'AFEAS, sont inspirées du livre blanc sur la fiscalité sans consultation au moment où le gouvernement termine une consultation à travers le Québec sur le livre vert pour une politique familiale.

Les Femmes et le stérilet

Selon la Fédération Québécoise pour le Planning des Naissances (F.Q.P.N.), l'ensemble des médecins du Québec font des profits annuels de 750,000\$ sur la seule vente des stérilets. Selon le Ministère des Affaires Sociales, le prix maximum exigible pour un stérilet ordinaire devrait être de 15\$ et 20\$ pour un Progestasert (avec hormones). La F.Q.P.N. suggère donc aux femmes de refuser de payer les médecins qui ne les auraient pas avisées du prix **avant la pose** ou qui demandent des prix excessifs. La F.Q.P.N. a publié un dépliant sur ce sujet. Elle a aussi publié un document synthèse dans lequel on trouve une réflexion politique sur le pouvoir des femmes dans le domaine de la reproduction et la sexualité. S'adresser à F.Q.P.N. 3826 rue St-Hubert, Montréal, Qc, H2L 4A5.

Attention! Le patron de votre PME peut partir avec sa shop

Jean Forest, Centre St-Pierre

Ils sont quarante-deux travailleurs québécois, donc canadiens. Ils sont protégés par le Code du travail, par le Comité paritaire, par la loi anti-scabs, soumis au Décret de l'industrie du meuble, syndiqués et solidaires. Pourtant ils sont aujourd'hui réduits à piqueter devant une usine vide. A la faveur de la nuit et escorté par la police, le patron s'est sauvé en Ontario avec sa shop.

Il s'y est installé tout à fait légalement, à cinquante milles de Montréal à peine; il y produit exactement les mêmes meubles qu'auparavant avec des travailleurs non syndiqués et toute sa production est écoulée sur le marché québécois tout à fait légalement aussi. Son nom: Wilbert Berger. Son produit: des meubles signés «Spécialités Mo-

narch». Sa marque de commerce: un mépris total des travailleurs.

Depuis sept mois maintenant, le conflit pourrit et s'enlise dans des procédures juridiques sans grand espoir pour ces travailleurs. Et tout cela semble bien normal en vertu du droit sacré à la libre circulation des personnes et des biens.

Des travailleurs avec des droits?

Nous n'avons pas affaire ici à quelques entêtés qui veulent à tout prix la peau de leur boss. Ces 42 travailleurs se battent légalement pour un droit fondamental: celui de travailler et à un juste salaire. Ils sont jeunes, avec charge de famille pour la plupart et immigrants pour la presque totalité (haïtiens, laotiens, cambodgiens...)

Ils ne gagnent pas 10 \$ ou 12 \$ l'heure, ils en gagnent 4 \$. Quelques-uns ont plus de six ans d'ancienneté; plusieurs en ont deux ou trois. Quant aux derniers arrivés, ils avaient tous été référés chez cet employeur par leur Centre de main-d'œuvre.



Derrière la fenêtre, une usine vide. Le mépris et l'exploitation des travailleurs peuvent aller jusque là... légalement.